

L'ORGANISATION DU TRAVAIL A ROUBAIX

avant la Révolution

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

*Soutenue publiquement dans la salle des Actes de la Faculté de Droit,
le 28 Juillet 1905, à 1 heure 1/2 du soir.*

Par

JOSEPH CROMBÉ

AVOCAT

JURY : <i>Président</i> :	MM. VILLEY, Professeur, Doyen.
<i>Assesseurs</i>	{ GÉNESTAL, Agrégé.
	{ ALLIX, Agrégé.

LILLE

IMPRIMERIE & LIBRAIRIE CAMILLE ROBBE, ÉDITEUR

209, Rue Léon-Gambetta, 209

1905

L'ORGANISATION DU TRAVAIL A ROUBAIX

avant la Révolution

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

*Soutenue publiquement dans la salle des Actes de la Faculté de Droit,
le 28 Juillet 1905, à 1 heure 1/2 du soir.*

Par

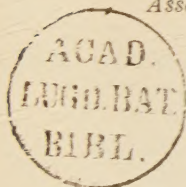
JOSEPH CROMBÉ

AVOCAT

JURY : Président : MM. VILLEY, Professeur, Doyen.

Assesseurs

{ GÉNESTAL, Agrégé.
ALLIX, Agrégé.



LILLE

IMPRIMERIE & LIBRAIRIE CAMILLE ROBBE, ÉDITEUR

209, Rue Léon-Gambetta, 209

—
1905

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1904-1905

DOYEN :

M. EDMOND VILLEY (*. I. ☉), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ☉), assesseur du Doyen, professeur de *Droit Commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

EDMOND VILLEY (*. I. ☉), professeur d'*Economie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (☿. A. ☉), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (*. I. ☉, C. ✚, G. O. ✚, C. I. C. ✚, O. ✚, L. ✚), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. ☉), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. ☉), professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes*.

DEGOIS, professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

AGRÉGÉS :

MM. GÉNESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français*, d'*Histoire du Droit public français*, et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

ALLIX, chargé des cours d'*Economie politique* (Doctorat), d'*Histoire des doctrines économiques* et de *Législation financière*.

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU, (I. ☉), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES IMPRIMÉS & DOCUMENTS D'ARCHIVES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548417_0006

OUVRAGES IMPRIMÉS

- BABEAU. — Les artisans d'autrefois.
- BOILEAU (ETIENNE). — Le livre des métiers.
- BULLETIN de la Commission historique du département du Nord,
t. X, pages 434 et s. : rapports des Intend^{ts} LE PELLETIER
DE SOUZY et DUGUÉ DE BAGNOLS.
- DALLE. — Histoire de Bousbecque.
- DUBRULLE — Histoire de Cambrai à la fin du Moyen âge. Lille,
Lefebvre-Ducrocq, 1904.
- FAGNIEZ — Documents relatifs à l'histoire de l'industrie à Paris
aux XIII^e et XIV^e siècles.
- FLAMMERMONT. — Histoire de l'Industrie à Lille. Une brochure
1897. Lille, librairie du *Progrès du Nord*.
- FLAMMERMONT — Lille et le Nord au Moyen âge. Lille, librairie
de l'*Echo du Nord*.
- GHELDOLF. — Histoire d'Ypres.
- GIRY. — Histoire de Saint-Omer.
- LEURIDAN. — Histoire de la Fabrique de Roubaix. Lille, 1868.
- LEURIDAN. — Brève histoire du corps de métier et de ses
luttres dans les mémoires de la Société d'Émulation de
Roubaix Roubaix, 1867.
- LEURIDAN. — Histoire des institutions communales et municipa-
les de la ville de Roubaix. Lille, Quarré, 1863.
- LEURIDAN. — Histoire des Seigneurs et de la Seigneurie de
Roubaix. Lille, Quarré, 1862.
- LEURIDAN. — Histoire de Linselles. Lille, Danel, 1883.

- LEURIDAN. — Précis de l'histoire de Lannoy.
- LEURIDAN. — Inventaire-Sommaire des Archives Communales antérieures à 1790. Paris, 1866.
- LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1790. Paris, Arthur Rousseau, 2 vol., 1900-1901.
- MARQUIS DE LA MARE. — Arts et métiers, t. I.
- MARISSAL. — Recherches pour servir à l'histoire de la ville de Roubaix de 1400 à nos jours. Roubaix, Beghin, 1845.
- MÉMOIRES de la Société des Antiquaires de la Morinie. Art. XVIII.
- MERCHIER. — Le lin et l'industrie linière dans le département du Nord Sans nom d'imprimeur.
- MONNIER. — Quelques mots sur l'histoire de Roubaix, de l'an 300 à 1854. Lille, 1854.
- PREUX. — Notes et documents sur le commerce et l'industrie de la Flandre-Wallonne dans les « Souvenirs de la Flandre-Wallonne », t. VII.
- PRUVOST. — Histoire de Wattrelos. Tourcoing, Mathon, 1865.
- ROUSSEL-DESFONTAINES. — Histoire de Tourcoing.
- SOIL (EUGÈNE), — Les Tapisseries de Tournai.
-

DOCUMENTS D'ARCHIVES

Archives municipales de Roubaix.

Les matériaux dont je me suis servi dans ce travail sont surtout les documents de première main que m'a fournis la portion des archives communales de Roubaix antérieure à 1790.

Cette portion des archives est divisée en neuf séries.

J'ai puisé dans quatre de ces séries, les séries AA, BB, CC, HH.

La série AA, relative aux titres constitutifs et politiques de la commune, se compose de 17 dossiers.

J'ai utilisé, dans le dossier 3, les pièces qui accordent la haute justice au seigneur de Roubaix et qui créent dans le bourg un corps d'échevins.

La série BB, relative à l'administration communale, se compose de 17 dossiers.

Au dossier 3 reposent les documents qui ont trait aux différends entre les laboureurs et les fabricants ou le magistrat à propos des impôts.

Les dossiers 16 et 17 contiennent les dénombrements des feux et de la population faits à diverses époques.

La série CC relative aux impôts et à la comptabilité se compose de 171 dossiers. Ces dossiers permettent d'établir la liste des impôts perçus à Roubaix.

La série HH se compose de 82 dossiers. Les 10 premiers concernent l'agriculture. Les dossiers suivants que j'ai compulsés renferment tous les documents intéressant l'industrie et le commerce.

Les dossiers 11 à 40 ont conservé les titres divers : ordonnances et lettres patentes, statuts, règlements, sentences concernant les privilèges de fabrication ; les pièces des procès mettant en discussion la juridiction du magistrat en matière de manufacture (dossiers 11 à 17).

Les uns sont consacrés exclusivement aux procès du corps de métier de Roubaix avec les corps de métier de Lille (21, 22, 23, 30, 32, 33, 34) les autres aux procès avec des corporations voisines : Mouvaux, Lannoy (20, 25). Sous l'étiquette HH. 41 se trouve un registre qu'on pourrait appeler registre de la manufacture. C'est un recueil de nombreuses copies de documents d'archives. J'ai cité souvent cette référence : HH. 41.

A la suite viennent les dossiers relatifs aux comptes des égarés. Ils m'ont été très utiles. Ils s'accumulent pendant le cours de deux cent trente années, de 1557 à 1787.

Autres sources.

J'ai feuilleté aussi, aux archives municipales de Lille, sous la lettre C, les dossiers 7, 9, 10 relatifs aux différends de cette ville avec le plat-pays.

Enfin, quelques renseignements émanent des autres archives : Archives de Wasquehal, série HH. Liasse 2. Archives de Linselles, série AA. Liasse 1.

On n'assigne généralement pas à l'industrie roubaisienne une origine bien éloignée. En tant au moins qu'elle paraît digne de faire figure dans l'histoire de la fabrication des tissus, on la croit plus volontiers fille du dix-neuvième siècle que du quinzième, du régime manufacturier que du régime corporatif. Il est vrai que c'est depuis la Révolution surtout qu'elle a pris son essor le plus important et qu'elle s'est développée prodigieusement.

En réalité, ce développement était préparé de longue date. La fabrique de Roubaix n'a pas germé spontanément ; elle ne s'est pas épanouie en un jour. Elle a dans le sol des racines profondes. Sa prospérité, les qualités d'initiative et d'ingéniosité de ses industriels sont le résultat des efforts prolongés et tenaces, du bon sens de plusieurs générations.

Ce n'est qu'au prix de ces efforts qu'elle a pu vaincre les difficultés inhérentes au régime des privilèges dans lequel elle a vécu, et qu'aggravaient encore l'intolérance jalouse et la rivalité injuste des bonnes villes voisines. C'est par son bon sens qu'elle a su atténuer la gêne que

devaient créer pour elle les formalités corporatives, et s'accommoder au mieux d'une réglementation stricte et peut-être nécessaire.

Ce sont ces considérations que nous essaierons de faire apparaître dans cette étude.

Le Bourg de Roubaix.

Au milieu du XV^e siècle, c'est-à-dire au début de la période qui nous intéresse (1), la terre de Roubaix forme, dans les mains de Pierre de Roubaix, une seigneurie très importante.

Pierre de Roubaix est vassal du comte de Flandre ; il a lui-même de nombreux vassaux. Ce sont les seigneurs de Wasquehal, de la Haye, de le Vigne, de la Havrie, de la Bourde (2), fiefs mouvans de Roubaix.

A côté de ces portions du domaine constituées en fief, biens nobles, il y en a d'autres, biens non nobles ou roturiers, que le seigneur a conservés à son usage ou qu'il a octroyés à cens.

Le seigneur de Roubaix a la haute justice sur sa terre. Il la tient, depuis le commencement du siècle, des mains de Philippe le Bon, duc de Bourgogne et comte de Flandre. En 1420, Philippe a accordé « à son amé et féal chevalier, conseiller et chambellan,

(1) Le premier privilège de fabrique date de 1469.

(2) LEURIDAN. *Histoire des seigneurs et de la seigneurie de Roubaix*, p. 238.

messire Jehan, seigneur de Roubaix et de Herzelles, sur tous les fiefs et arrière-fiefs de son domaine, la haute justice (1), telle et semblable que les autres justiciers de Lille ont coutume d'avoir (2) ».

La salle de Lille comprenait quatre hautes justices.

Le bourg de Roubaix occupait le centre de la seigneurie de Pierre de Roubaix.

Une pièce, en date de 1726, qui repose aux archives de Roubaix et qui porte le nom de « modèle ou questionnaire pour la paroisse de Roubaix » nous indique ainsi sa situation exacte : Roubaix est un gros bourg de la Flandre française, appelé ville dans diverses chartes des souverains du pays. Il est situé à « deux heures de chemin de Lille, à trois heures de Menin, à quatre de Tournai, à quatre de Courtrai, à une heure de Lannoy, à un quart d'heure de Tourcoing ». Il est régi par la coutume de Lille.

Plusieurs hameaux environnent le gros du bourg, qui est percé de sept rues pavées, dont l'une, traversant la place, est de la longueur d'une portée de canon. On y trouve sept à huit grosses fermes et métairies et plusieurs autres petites dont les terres sont fertiles et produisent du froment, des colzas et du lin (3).

Nous verrons, à propos de la répartition des impôts,

(1) Archives de Roubaix, B. B., 1, f° 15. Sentence condamnant Pierre Farvacque à la peine de mort pour homicide.

(2) A. A., 3, registre.

(3) B. B., 16.

que les laboureurs et les manufacturiers de Roubaix ne vivaient point toujours en très bonne intelligence (1).

Si Roubaix a été appelé ville dans plus d'un document, il ne faut point prendre ce mot dans le sens de ville fermée. Ce n'était qu'un village important. Il en avait l'organisation.

Une charte de 1414 (2) a concédé à Roubaix sept échevins. Mais ils ne sont, en matière judiciaire et municipale, que les délégués directs du seigneur, qui conservera jusqu'à la révolution toute ses prérogatives sur la communauté. Ses pouvoirs administratifs sont détenus par un bailli qui est le représentant de sa personne et de ses droits. Un lieutenant le supplée dans ses fonctions.

Choisis par le seigneur dans la localité, les échevins tenaient de ce choix la soumission à l'autorité légitime. Ils tenaient du milieu dont ils étaient issus le dévouement aux intérêts communaux. Ils juraient d'ailleurs à leur entrée en fonctions « de garder la loi et la franchise de la ville » (3), c'est-à-dire de sauvegarder, au profit des manans de Roubaix, le bénéfice des diverses immunités ou exemptions que les lettres des seigneurs avaient pu leur octroyer.

(1) C. C., 9, N° 68.

(2) Charte du 1^{er} octobre 1414, octroyée, de Gand, par Jean, duc de Bourgogne et comte de Flandre. 7^e registre de l'ancienne Chambre des comptes de Lille, f° 92.

(3) Archives de Roubaix, B. B , 2.

Le bailli, les échevins et le greffier formaient ensemble « le magistrat ». Le magistrat, surtout à partir d'une certaine époque, a joué vis-à-vis de la manufacture (1) un rôle important.

Il faisait des règlements, spontanément ou à la requête des égards. Souvent il prenait, avant de les édicter, l'avis des notables manufacturiers

Il avait aussi des fonctions judiciaires. La juridiction des échevins avait en 1420 remplacé la juridiction des juges cottiers, des hommes de fief. Ils avaient obtenu la connaissance de toute justice, haute, moyenne et basse. Pourtant, le plus généralement (2) les procès criminels continuèrent à être jugés par les hommes de fief. L'échevinage avait surtout l'administration de la justice civile, de la police, des intérêts de la commune.

En matière de manufacture c'est à eux que les égards déferaient les contraventions qu'ils étaient chargés de dresser.

Les plaids se tenaient à Roubaix à deux heures de l'après-midi. A partir de 1553, à la requête de la Dame de Roubaix, Charles-Quint ordonne que les audiences se tiendront « devant disner..... à telle heure que par les dits bailly, échevins, hommes de fief ou juges, sera avisée, et lors oyr les dits parties d'un costé et

(1) C'est le mot presque continuellement employé dans les documents des archives.

(2) Généralement, car nous voyons des échevins intervenir dans une condamnation aux verges et au bannissement.

d'autres en tout ce qu'elles voudront dire et alléguer et leur faire et administrer raison et justice ainsy qu'il appartiendra, sansfaveur ou dissimulation(1) ». Le motif de ce changement d'heure est à citer : « Les plaids se sont de longtemps accoustumez tenir à deux heures de l'apres-midy. Or, est-il que, à raison de ce, ceux qui ont à faire auxdits plaids, ou plusieurs d'iceux, gens champestres, sont souventes fois et pour la plupart du temps embus et yvres tellement qu'on ne les sait bonnement induire (2) ».

(1) Archives de Roubaix, F. F., 1, N° 9. Acte donné par Ch. Quint le 1553, 23 juin, à Bruxelles.

(2) Archives de Roubaix, même source, même acte.

CHAPITRE PREMIER

L'Organisation générale du travail en Flandre.

C'est une erreur répandue dans un trop grand nombre d'esprits que de ne jamais concevoir le travailleur, au Moyen âge ou sous l'ancien régime, que comme un élément, une unité, de quelque organisation corporative strictement réglementée.

Il faut le répéter au début d'une étude comme celle-ci : Il y a toujours eu en France, aussi avant qu'on remonte dans notre histoire économique, des métiers libres. En Flandre, comme dans les autres provinces, il y a toujours eu des hommes, fabricants ou marchands, qui ont pu vivre de l'établi ou du comptoir sans en devoir, au préalable, solliciter l'autorisation et sans devoir se soumettre à des règles déterminées.

Ce n'est pas de ces professions libres qu'il s'agit ici. Il s'y agit du travail réglementé, du travail réglementé par excellence : la fabrication des tissus. Aucun ne le

fut d'une façon plus minutieuse, plus persistante, plus générale.

* * *

Je voudrais indiquer dans un premier chapitre quelle était en Flandre, d'une façon générale, l'organisation de ce travail réglementé.

Nous verrons dans les chapitres suivants de quelle façon Roubaix participait à ce régime et comment il s'en accommoda.

Pendant la période qui nous occupe, sous les ducs de Bourgogne, sous les archiducs Autrichiens et sous la domination Espagnole, aussi bien qu'après la conquête Française, sous Louis XIV et ses successeurs, le droit au travail apparaît en Flandre sous la forme d'une concession, d'une faveur du pouvoir central.

C'est un privilège qui ne s'accorde qu'au petit nombre ; il est généralement soumis à des conditions : conditions dans l'attribution, conditions dans l'exercice.

*
* *

La concession émanait du pouvoir central. La centralisation fut, en effet, plus précoce dans la Flandre qu'en France.

Je sais bien qu'en France, dès avant la fin du XVI^e siècle, les caractères qui distingueront la période dite « Ancien Régime » ont marqué déjà les institutions d'une empreinte très apparente. Pourtant, c'est seule-

ment en 1668 (1) que nous y verrons Colbert enlever aux hauts justiciers le droit de donner des statuts aux corporations et d'exercer sur elles leur juridiction.

En Flandre, un édit de Charles-Quint, en date du 18 octobre 1520, porte déjà que nulle confrérie ou corporation ne pourra s'établir sans le consentement du souverain. En 1540, le même roi, à la suite de la révolte de Gand, supprime, à Gand d'abord, puis tous les Pays-Bas, l'élection des gardes de métier en se réservant de les nommer lui-même (2).

L'édit de 1520 ne faisait d'ailleurs que confirmer de précédentes ordonnances, et bien avant cette époque les seigneurs étaient dépouillés du pouvoir de créer des privilèges en matière de fabrication.

Au XIV^{me} siècle, c'est leur scel qu'on voyait apparaître au bas des octrois.

Le 15 mai 1363, Josse d'Halluin, chevalier, sire d'Hemsrode, de Blaton et Linselles, et Jeanne de Wasiers, son épouse, dame des dits lieux, octroyent aux bonnes gens de Blaton et Linselles, villages de la Châtellenie de Lille, congé et licence de draper et faire draps de laine, bons et suffisants, à dire d'égards commis par lesdits seigneur et dame, et tels qu'ils ont fait jusqu'à la date de ces lettres; lesquels draps seront scellés du scel qui leur a été octroyé.

(1) Arrêt du 7 septembre 1668. — Marquis DE LA MARE. *Arts et métiers*, t. I, p. 223.

(2) LEVASSEUR. *Histoire des classes industrielles et de l'industrie en France*, t. II, p. 934.

Ces termes : « tels qu'ils ont fait jusqu'à la date de ces lettres » ne laissent aucun doute sur l'existence d'une fabrication antérieure. Nous voyons seulement, quand la fabrication devient assez active pour qu'on songe à la réglementer, que c'est au seigneur qu'on s'adresse (1).

C'est leur seigneur aussi qui, le 14 Avril 1352, accorde aux drapiers de Bousbecque le droit d'apposer sur leurs étoffes un scel de plomb spécial (2).

Il n'en est plus de même au quinzième siècle. La première concession obtenue par les habitants de Roubaix est de 1469. Le billet qui l'accorde, dont l'original est aux archives, n'est pas signé du seigneur de Roubaix mais de la propre main de Charles le Téméraire, duc de Bourgogne et comte de Flandre, son suzerain (3).

Il est vrai qu'à Lannoy, bourg proche de Roubaix, les « statuts et ordonnances » du « stil des Haute-lisseurs et Tripiers de velours de la ville de Lannoy », bien qu'en date de 1520, sont donnés par les seigneurs Philippe et Bonne de Lannoy (4). En matière d'histoire il n'y a rien d'absolu.

(1) Archives de Linselles, série A. A., liasse 1. — LEURIDAN. *Histoire de Linselles*, p. 101 et 102.

(2) Archives de l'État à Gand, Conseil de Flandre, Sentineux, série J., cité par DALLE, *Histoire de Bousbecques*.

(3) H. H., 11, N° 1.

(4) Th. LEURIDAN. *Précis de l'histoire de Lannoy*.

Mais le principe n'est pas moins posé. Ainsi, pour revenir à Bousbecque, ce sont des lettres patentes de l'empereur Charles Quint, qui, en 1531, étendent les privilèges de sa draperie (1).

Lille est traitée comme les villages. Elle ne peut éviter l'intervention du pouvoir central. La bonne ville n'est pas plus favorisée que le plat-pays. En 1534, elle désire obtenir l'exclusivité du privilège de la sayetterie; elle doit s'adresser à Charles-Quint, qui, du reste, la lui accorde.

Pourtant, on ne peut pas dire qu'entre le XV^e ou le XVI^e siècle et le XVIII^e, il n'y avait aucune différence dans la procédure de l'autorisation.

Dès le XV^e siècle, c'est bien, comme nous l'avons dit, au pouvoir central qu'on s'adresse. Mais on voit, à ce moment, le seigneur jouer, entre les intéressés et lui, un rôle important et dans le début, même, son intervention s'impose. Elle est comme un échelon nécessaire pour atteindre l'autorisation. C'est si vrai qu'à Roubaix, par exemple, en 1553, le seigneur, la concession accordée, perçut une redevance sur les pièces fabriquées. Jusqu'en 1670, les comptes des égards révèlent, en effet, que le droit de 16 deniers exigé sur chaque pièce de velours et bourgeterie, est attribué par moitié au souverain et au seigneur (2).

(1) DALLE, *Histoire de Bousbecque*.

(2) Archives de Roubaix, H. H , 46 et comptes des années qui précèdent.

N'est-ce pas bien là la consécration d'un droit effectif ? Dès 1671, le roi seul touchera des droits (1).

Quand leur intervention ne fut plus indispensable, les seigneurs ne ménagèrent pas davantage leur bienveillance et leur appui. Mais, lors de la conquête française, leur influence avait beaucoup diminué.

C'est à la requête de Pierre, seigneur de Roubaix, en 1469 (2), puis sur les sollicitations de Yolente de Luxembourg, petite-fille du précédent, en 1513 (3), que les manufacturiers de Roubaix obtiennent le privilège de fabriquer des draps et, sans doute, la confirmation par lettres patentes de ce privilège.

Le seigneur de Roubaix coopère aussi à l'obtention de la sentence de 1553, qui autorise les habitants de Roubaix à fabriquer des tripes de velours et bourgeteries, et les invite à se constituer en corporation.

Enfin, le procès qui devait aboutir à l'ordonnance de 1609 dont nous parlerons se soutint avec le concours des quatre baillis hauts justiciers de la châtellenie.

Mais si les concessions ne s'obtiennent guère sans l'intervention des seigneurs, elles ne découlent pas de leur autorité. Nous le savons pour le premier privilège de 1469. Les statuts de 1554 sont homologués par Charles-Quint, comte de Flandre et roi d'Espagne.

(1) H. H., 48 et suiv.

(2) H. H., 11, N° 1.

(3) H. H., 11, N° 1.

Enfin, l'ordonnance de 1609 (1) émane des archiducs Albert et Isabelle.

Généralement, les habitants d'une communauté, désireux de se voir attribuer une concession, présentaient eux-mêmes au souverain, directement ou par l'intermédiaire de leur seigneur, une requête détaillée. Le rôle du pouvoir central consistait simplement à y donner son acquiescement. Mais cette homologation devait revêtir une forme solennelle. Elle consistait dans l'envoi de lettres patentes ou dans une ordonnance rendue en conseil privé. L'une ou l'autre de ces formalités paraît avoir été indispensable (2).

On le comprend aisément, puisqu'il s'agit d'une concession privilégiée. Sans doute, le droit naturel n'était guère une conception du Moyen âge, et le privilège ne choquait point à cette époque. Mais cependant on ne l'acceptait pas aisément. Protecteur des uns, il limitait la liberté des autres. Il excluait, au profit de ceux qui en jouissaient et dans la mesure où ils en jouissaient, la concurrence et on tenait à ce que personne ne pût s'en prévaloir sans une dévolution officielle.

Cette intervention du pouvoir dans une forme solennelle était exigée encore après l'annexion à la France.

(1) Archives de Roubaix, H. H., 12, Nos 1 à 5.

(2) Ainsi, les seigneurs n'ont point de cesse qu'ils n'aient obtenu par lettres patentes confirmation de l'octroi de 1469. (Mémoire de YOLANTE DE WERCHIN en 1513. Archives de Roubaix, H. H., 11.

Le privilège avait, en effet, survécu à l'état social qui lui avait donné le jour. Ce n'est pas le lieu de dire ici s'il faut s'en plaindre ou s'en louer. Nous ne pouvons examiner si les raisons politiques ou fiscales qui se substituèrent, pour en maintenir l'existence, aux circonstances de temps et de milieu qui l'avaient spontanément créé, étaient suffisamment légitimes ou solides. Il faut seulement constater sa persistance et que, subsistant la cause, subsistera l'effet. L'obtention du privilège continuera à dépendre de la royauté.

Les ordonnances de 1581 et de 1597, sur l'organisation du travail, avaient commencé de consacrer la main-mise du pouvoir royal sur l'organisation du travail. En 1669, cette main-mise était chose presque accomplie. Qu'il s'agisse d'en obtenir des concessions nouvelles ou d'implorer d'eux la modification, l'extension, de celles précédemment obtenues, les artisans vont désormais adresser leurs requêtes, tantôt au prince lui-même (1), tantôt au contrôleur général du commerce, son fondé de pouvoirs le plus autorisé (2), tantôt à l'Intendant de Flandre.

Si la sanction solennelle du pouvoir central était en principe indispensable pour consacrer un privilège,

(1) Archives de Roubaix, H. H., 30. Requête tendant à obtenir la concession de fabriquer tous les genres qu'on était obligé de tirer de l'étranger pour les besoins du royaume.

(2) H. H., 47, N° 34. Négociations auprès de Colbert, contrôleur général, en 1669.

il y avait pourtant quelques cas où elle n'avait point à se produire. Ces cas étaient rares. Il n'y en a sans doute que deux.

Je n'affirme point, dans ces deux circonstances, que l'intervention du roi cessait d'être nécessaire pour parfaire le droit, mais il semble bien qu'il n'eût point été libre en fait de refuser ce perfectionnement.

Le premier cas se rencontrait quand l'usage avait déterminé une coutume, une tradition immémoriales.

En 1732, les Lillois veulent interdire à Roubaix la teinture et l'apprêt. Les Roubaisiens invoquent la coutume immémoriale : « Il y avait dans le château, passés plusieurs siècles, et depuis l'établissement de la manufacture audit Roubaix, une teinturerie appartenant au seigneur qui y percevait un droit sur chaque pièce. » Cette teinturerie était affermée. Les Roubaisiens en produisent le bail, et, avec le bail, un certificat des teinturiers, fabricants et magistrat, attestant qu'il y a toujours eu à Roubaix des teinturiers et apprêteurs, « ce qu'ils savent eux-mêmes et par tradition » (1).

En 1732 encore, ce sont les villages du district manufacturier de Roubaix qui vont s'autoriser de la coutume. Les Lillois prétendent y interdire une fabrication que les concessions auraient, disent-ils, limitée &

(1) H. H., 22.

Roubaix. Les gens de loi de Croix et de Wasquehal affirment que la prétention des Lillois est contraire à leur possession et l'on voit les vieillards attester sous serment qu'on a toujours travaillé dans les dites paroisses toutes sortes d'étoffes, sans trouble ni empêchement, « ce qu'ils savaient pour y avoir travaillé eux-mêmes depuis leur bas-âge » (1).

Il y avait un second cas. Nous le rencontrons quand la corporation tient une concession de la tolérance d'une corporation voisine.

Nous avons dit que le privilège excluait, au bénéfice de ceux qui en jouissaient, la concurrence des tiers. Mais ce n'est point absolument exact. La même concession pouvait appartenir à deux corporations, à moins que le contraire ne fût exprimé. C'est ainsi que Lille exerce de longue date le « stil de la sayetterie ». Mais ce n'est qu'en 1534 que Charles-Quint lui en accorde l'exclusivité.

Quant aux ouvrages de bourgeterie, la concession en avait aussi été attribuée à Lille, mais non point exclusivement. Les concessions de Roubaix en sont un démembrement, y font brèche, depuis qu'en 1553 une sentence du conseil privé a déclaré que les habitants de Lille ne pourront « sous ombre de leurs octrois ou autrement » troubler ceux de Roubaix en leurs ouvrages de tripes de velours et bourgeteries « de

(1) H. H , 2, Archives de Wasquehal.

grosses matières». Les ouvrages de bourgeterie fine resteront l'apanage de Lille (1).

Mais entre les uns et les autres de ces ouvrages quelle était exactement la ligne de démarcation ?

Roubaix tendait naturellement à étendre son privilège. Sans doute, son magistrat fit plus d'une ordonnance défendant la fabrication de telle ou telle étoffe entreprise par ses manufacturiers. Mais il fermait facilement les yeux. Et on le voit parfois, à propos de tel tissu (2) sur la limite extrême probablement des genres autorisés encourager un manufacturier à entreprendre la composition en s'engageant à prendre pour lui fait et cause pour le cas où il serait inquiété. Lille, de son côté, tendait à restreindre les concessions du plat pays. Mais parfois, et notamment en 1697 (3), elle se relâcha, volontairement ou non, de son intransigeance. La campagne, et Roubaix en particulier, ne manquait pas de faire son profit de ces défaillances et sa concession s'élargissait d'autant.

Nous dirons, dans un deuxième chapitre, quels privilèges furent successivement attribués au bourg de Roubaix. Nous verrons qu'il ne les obtint pas sans lutte et que ses démêlés avec Lille, à leur propos, est une page intéressante de l'histoire de la rivalité des

(1) Sentence du Conseil privé de Ch. Quint, du 6 novembre 1553.

(2) Fabrication des mocades, H. H., 18.

(3) V. le chapitre suivant.

« Bonnes Villes » du Nord contre le « plat pays. »

Les procès qui s'élevaient entre les corporations, à propos de leurs concessions respectives, étaient portées, avant 1669, devant le conseil privé du seigneur suzerain.

Après l'annexion, c'est l'Intendant, dépositaire dans la province du pouvoir royal, qui en connaîtra. C'est encore le Parlement de Flandre et, en dernier ressort, le Conseil d'Etat.

D'une façon générale on peut dire que le pouvoir central, surtout à partir du XVII^e siècle, se montrait assez libéral en matière de concessions. Mais il n'en était point de même des corporations qui les détenaient, surtout des corporations des villes.

*
* * *

Nous avons dit que les concessions étaient le plus souvent soumises à des conditions : conditions dans l'attribution, conditions dans l'exercice.

Une première condition dans l'attribution consiste à déterminer exactement le territoire où s'exercera le privilège ; la seconde c'est la désignation des personnes qui, sur ce territoire déterminé, seront appelées à en jouir.

La première condition est indispensable mais l'autre point. On concevait fort bien que tous les habitants d'une communauté fussent appelés à jouir d'une concession, sans condition préalable d'apprentissage, de

chef-d'œuvre, de versements de droits, etc... Mais, la forme corporative s'imposait le plus souvent. La coutume, les préjugés, l'intérêt aussi ou l'égoïsme des corporations voisines l'exigeait. La corporation était née parce qu'elle présentait de grandes commodités et peut-être même sous l'empire de nécessités contingentes. Une fois qu'elle exista, elle ne souffrit plus à côté d'elle la liberté qu'à son corps défendant et, dans la limite où cela lui fut possible, ne cessa de s'opposer à son développement. Cela contribua à généraliser l'institution.

Les conditions d'exercice réglaient l'usage du droit concédé.

Détenteurs d'une sorte de monopole, les concessionnaires d'un privilège devaient être facilement tentés d'abuser de leur situation. Pour éviter de leur part les malfaçons ou les fraudes dans le travail, on réglementait étroitement la fabrication du produit.

On désignait par exemple les divers genres de tissus par des noms différents. On déterminait la largeur que devait avoir telle étoffe, sa longueur, le nombre de fils qui devait entrer dans la composition de sa chaîne. On indiquait aussi son poids et son prix.

Les conditions d'attribution et d'exercice accompagnaient généralement la concession. Elles émanaient alors comme elle du pouvoir central.

Mais contrairement à ce qui se passait pour la concession proprement dite, les pouvoirs locaux et parfois les corporations conservaient, dans l'application de ces

conditions, une certaine autonomie. Ils pouvaient y apporter des modifications.

Nous verrons que c'était ainsi à Roubaix. Pourtant le magistrat et les corporations des villes avaient des pouvoirs plus étendus que ceux des villages.

Quand, en 1697, le magistrat de Roubaix prend l'initiative de faire un premier règlement de fabrication, des manufacturiers protestent. Un de ces arguments est que Roubaix n'est qu'un village. Le magistrat de répondre : « Les opposants parlent fort impertinemment en disant que Roubaix n'est qu'un village. Ils savent que Roubaix est un bien fort considérable amassé d'un beau bourg, peuplé d'un grand nombre d'habitants et jouissant de très beaux privilèges... »

Le règlement de 1697 fut confirmé par le roi.

Un arrêt du Conseil d'Etat du 30 août 1749 définit de cette façon significative les pouvoirs des magistrats locaux : « Sur la réquête présentée au roi estant en son conseil par les maire et échevins des villes d'Artois... Ils ont, comme les magistrats de Lille, Dunkerque et autres villes de Flandre, le droit incontestable de faire des statuts et des règlements pour l'établissement, maintien et direction des communautés d'arts et métiers, même de les changer, corriger, diminuer et augmenter suivant l'exigence des cas et de les faire exécuter sous les peines y portées (1). »

(1) Mémoire de la *Société des antiquaires de la Morinie*, t. XVIII, p. 15 et 19, cité par LEVASSEUR, p. 482, note 2.

Le pouvoir des échevins n'a pas été toujours ni partout aussi étendu que le constate cet arrêt du XVIII^e siècle. Mais il l'est en plus d'un endroit depuis bien longtemps.

A Lille, les échevins ont la juridiction avant la conquête de Louis XIV, sur tous les habitants et sur les métiers. A St-Omer, ils la possèdent dès le XII^e siècle (1). A Arras, en Artois, une charte du 28 décembre 1492 confirmée à plusieurs reprises, autorise le magistrat à connaître des arts et métiers.

Les différends qui pouvaient s'élever relativement aux conditions d'attribution ou d'exercice étaient du ressort des égards ou du magistrat.

Nous dirons dans les chapitres trois et quatre dans quelles conditions d'attribution et d'exercice les divers privilèges de Roubaix lui furent dévolus.

(1) V. *Les anciennes communautés d'arts et métiers à Saint-Omer*, par M PAGANT D'HARMANSART — Mémoire de la *Société des antiquaires de la Morinie*, t. XVI et XVII, cité par LEVASSEUR, t. II, p. 482.

CHAPITRE II

Les privilèges de fabrication à Roubaix. Démêlés des Bonnes Villes et du Plat Pays.

— — —

L'attitude du pouvoir central, en matière de concessions, et à mesure surtout que les siècles s'écoulèrent, tendit toujours à devenir de moins en moins restrictive de la liberté.

Sans doute, le Conseil privé des souverains, avant la conquête française, refuse parfois d'étendre tel ou tel privilège. Il punit, quand il en est requis, les artisans qui sortent des limites qu'on leur a circonscrites. De même les Intendants plus tard, dépositaires dans les provinces du pouvoir royal, se montrent sévères quand il faut et nous voyons émaner d'eux d'assez nombreuses ordonnances prohibitives (1). Mais leur esprit est plutôt libéral (2).

(1) Voici un exemple à noter : Le 28 juin 1748, l'intendant renouvelle une défense que le magistrat de Roubaix avait publiée le 30 janvier 1734, 14 ans auparavant. Ce qui pourrait tendre à faire croire que le magistrat se relâchait parfois, comme nous avons dit, de sévérité. (Source : H. H , 24).

(2) Pourtant, en 1762, l'Intendant de Flandre est favorable à Lille.

En 1671, immédiatement après l'annexion à la France, nous voyons une lettre de l'Intendant de Flandre assurer les manufacturiers de Roubaix de la part du roi, qu'il « n'avait rien de plus à cœur que de les maintenir dans leurs manufactures et de leur faciliter les moyens de les augmenter » ce à quoi lui-même tiendrait soigneusement la main (1).

De même, en 1614, le Tiers-Etat demandait déjà expressément la suppression des privilèges en matière de travail. Il admettait seulement la visite des marchandises par des officiers spéciaux.

Mais le monopole trouva des défenseurs ardents et intéressés dans les corporations elles-mêmes. L'opposition au mouvement de liberté se localisa avec une force particulière dans les villes et celles du Nord se placèrent au premier rang de la résistance (2).

Si les villes s'étaient bornées à défendre leurs concessions, il serait assez difficile de leur en faire grief. Le système des monopoles, si suranné qu'il pût être et si nuisible qu'il fût devenu pour l'intérêt général, leur avait en effet profité. Il était assez naturel qu'elles le défendissent, et c'est plutôt, en définitive, le procès de ce système qu'il faudrait faire que le leur.

Mais elles ne se satisfirent point d'une attitude

(1) Archives de Roubaix, H. H , 13.

(2) LEVASSEUR. T. I, p. 274.

défensive. Elles allèrent jusqu'à l'offensive et entreprirent d'interdire aux campagnes environnantes la pratique de toute industrie. L'industrie est réservée aux cités ; les campagnes ont à s'occuper de l'agriculture : tel est le principe que les villes ont posé. Elles ne cessèrent pas d'en poursuivre le triomphe.

Ainsi, vers le milieu du XIV^e siècle, les drapiers d'Ypres détruisirent à plusieurs reprises les métiers des fabricants de Langhemarke. Il fallut un arrêt du Conseil de Flandre du 13 novembre 1348 pour confirmer ceux-ci dans leur droit de draper. En 1384, ce sont les habitants de Saint-Omer qui brisent les métiers des drapiers d'Arques (1).

Dans cette lutte des bonnes villes contre le plat pays, Lille va se distinguer par son âpreté (2). Elle ne cessa d'exercer sur toute la châtellenie et sur Roubaix en particulier, une surveillance étroite, minutieuse, tâtilonne, tracassière, injuste. Ville fermée et commune, elle ne devait pas abdiquer, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la prétention d'usurper le droit régalien de concéder dans sa châtellenie le droit au travail suivant son bon plaisir. Elle ne pouvait se plier à cette conséquence de la centralisation qui permettait au pouvoir souverain de

(1) J. FLAMMERMONT. *Histoire de l'industrie à Lille* : Conférences rédigées par A. DE SAINT-LÉGER. Lille, imprimerie du *Progrès du Nord*, 1897, p. 84 et 85.

(2) Il faudrait aussi citer Amiens. — V. LEVASSEUR, t. II, p. 587, et Archives départementales de la Somme, C., 245.

faire échec à cette prétention dans les villages mêmes de son domaine.

De là ses persécutions inlassables. De là les procès sans nombre qu'elle intente à Roubaix ou que de son côté Roubaix, fatigué de ses vexations, lui suscite devant les juridictions supérieures.

En 1469, le seigneur de Roubaix s'est adressé au comte de Flandre pour obtenir l'octroi de draper. Aussitôt Lille d'entrer en campagne. « J'ai payé, dit l'argentier de la ville, 56 sous pour avoir porté lettres aux villes de Wervicq, Menin et Comines, touchant le fait de la draperie que voulait élever le seigneur de Roubaix en sa ville dudit lieu — 48 sous pour avoir envoyé à Ypres porter lettres closes de par Messieurs des Comptes de cette ville, touchant le fait de la draperie de Roubaix..... pour faire informer sur le fait d'icelle draperie avec l'intérêt que Monsieur le Duc et les voisins pourraient y avoir ». Roubaix n'en obtint pas moins de pouvoir « drapper et faire draps de toutes laines », dans toute l'étendue de la paroisse.

Un peu plus tard, Roubaix abandonne cette fabrication des draps. Il entreprend les tripes de velours et bourgeteries. Je cite dans le chapitre suivant les protestations que Lille s'empresse aussitôt d'élever. Une sentence du 6 novembre 1553, émanée du Conseil privé de Charles-Quint la déclara mal fondée dans ses poursuites et lui défendit, « soubz umbre de ses octroys,

d'empescher les suppliants (de Roubaix) en leurs dicts ouvraiges de tripes de velours et bourgetrie, lesquels lesdicts manans et habitans dudict Roubaix pourront faire et exercer de grosses estoiffes délaissant les ouvrages plus fins auxdicts de la ville de Lille » (1).

Lille obtint pourtant que la fabrication des tripes de velours et bourgetrie ne serait pas libre pour les manans de Roubaix, qui furent constitués en corporation avec un corps d'égards jurés. Ce n'en était pas moins pour elle un échec.

A côté de Lille, Tournai vient, vers la même date, en 1550, dans un procès analogue contre les habitants de la campagne, d'être elle aussi déboutée et condamnée aux dépens (2). Les deux villes décidèrent de tenter un grand coup contre tout le plat pays dont la concurrence devient menaçante. Elles unissent leurs efforts et font tant et si bien que treize autres centres urbains (3) se joignent à elles; mais elles ne réussissent pas mieux cette fois que les autres.

Elles ne se tinrent pas pour battues. Elles n'obtenaient pas la prohibition absolue de l'industrie dans la campagne; elles cherchèrent à en enrayer le développement, pour ainsi dire, dans chacun de ses pas.

(1) La copie de la sentence est aux archives de Roubaix, H. H., 11, N° 6.

(2) Archives de Roubaix, H. H., 11, N° 4.

(3) Gand, Bruges, Ypres, Arras, Vallenghiènes, Lille, Douay, Orchies, Tournai, Auldenarde, Courtrai, Allost, Tenremonde, Grantmont, Lannoy.

A chaque fois qu'une étoffe nouvelle sort de Roubaix, elles élèvent leurs protestations. Vers 1608, Roubaix avait entrepris la fabrication des bourats et futaines. Lille voulut s'y opposer. Mais Roubaix dressa alors vis-à-vis d'elle la ligue défensive des quatre baillis hauts justiciers de la Châtellenie auxquels ne manque pas de se joindre le remuant chapitre de Saint-Pierre (1). La fabrication des bourats et futaines fut permise par le Conseil d'Etat.

En 1628, Roubaix a entrepris la fabrication des satinés damassés « tant unis que à fleurs », et pour y être officiellement autorisé a adressé une requête au roi d'Espagne. Lille et Tournai interviennent. Ce fut sans succès, car, en 1634, les comptes des égards révèlent qu'un droit de scel a été touché par le roi et le seigneur sur les damassés.

En 1669 Lille est réunie à la France. La clientèle se restreint; l'Espagne et les Indes Espagnoles se ferment presque complètement. Lille, aux abois, prétend interpréter certains articles de la capitulation comme une interdiction de la fabrication dans le plat pays. Mais cette fois ce ne sont plus seulement les manufacturiers qui s'insurgent contre cette exorbitante prétention. L'émotion gagne tous les habitants, et l'on voit

(1) Enclavé dans le territoire de Lille et célèbre surtout au Moyen âge par ses démêlés avec Lille, en matière de juridiction. (FLAMMERMONT. *Lille et le Nord au Moyen âge*).

les pasteurs des trois districts de Roubaix, Tourcoing et Wattrelos s'élever de concert contre cette menace d'interdiction et signer une protestation collective. Le retrait de la fabrication c'est la ruine, c'est la désertion d'au moins neuf à dix mille manans vers la Hollande, l'Angleterre, l'Allemagne où ils sont désirés et où ils feront assurément naufrage dans la foi (1). La manufacture de Roubaix put encore détourner le coup. Lille, lassée d'une lutte dans laquelle elle n'était pas heureuse, allait être près d'un siècle sans la menacer à nouveau dans son existence.

Elle n'avait point cependant abandonné sa querelle. Elle n'allait plus pendant un certain temps barrer ouvertement la route à l'industrie des campagnes. Au moins allait-elle la lui semer d'obstacles.

Un peu après 1669 elle essaie de faire restreindre les concessions de Roubaix à la fabrication des damas. Mais en 1671 l'Intendant de Flandre, sur les instructions du roi, prend parti pour le bourg

Ce n'est point d'ailleurs que les intendants, si leur esprit fut généralement libéral, fissent preuve, en faveur du plat pays, d'une bienveillance plus grande qu'à l'égard de Lille. En 1683, l'Intendant Le Pelletier de Souzy, dans des instructions qu'il laissait à son successeur, constate que les manufactures de Tourcoing,

(1) Archives de Roubaix, H. H., 13. V. aux pièces justificatives le texte latin de cette pièce.

Roubaix, Wattrelos sont prospères, qu'on y fait des étoffes plus belles qu'à Lille et il lui recommande de s'efforcer de tenir la balance égale entre ces intérêts rivaux.

Vers le même moment, Lille s'avisait d'un autre moyen. Roubaix, jusque-là, s'était surtout occupé de fabrication. Il teignait à Lille ses damas écrus. Quelle aubaine ! On n'a pu l'empêcher de fabriquer ; on va lui refuser de teindre ses étoffes. Elles n'entreront plus à Lille. Roubaix les envoya à Gand et à Amsterdam et s'en trouva bien. Cependant, un arrêt du Conseil d'Etat, le 28 août 1671, interdit cette exportation. Il fallut de nouveau s'adresser à la ville, qui, cette fois, le 17 juin 1697, accepta de recevoir les étoffes mais en les grevant d'un droit de plomb.

Au nombre des étoffes dont l'entrée fut ainsi autorisée, l'arrêt en énumérait un certain nombre dites « manufactures étrangères » dont Roubaix n'avait entrepris qu'en hésitant la fabrication. C'était une concession indirecte de Lille. Il s'empressa d'en profiter.

Quelques années après, Lille devait exiger que, sur certaines des étoffes, le droit fût porté au double. Mais c'était par trop manquer de mesure ! Roubaix décida de s'adresser à la justice, avec l'appui du prince de Soubise et des quatre haut-baillis de la Châtellenie. Le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 9 mars 1728, fit « très expresses défenses aux sayetteurs et bourgeteurs de Lille d'exiger aucun droit sur les calmandes

apportées du bourg de Roubaix et de ses dépendances dans ladite ville pour y être teintes, apprêtées ou vendues en gros, à peine de concussion (1). »

Plus tard, Roubaix sera autorisé à faire lui-même toutes teintures et apprêts, et ses étoffes ne porteront plus, sous aucun prétexte, le plomb de Lille.

En 1728 encore, Lille avait prétendu que certains villages du district manufacturier de Roubaix n'avaient point le droit de participer à la concession faite au bourg. Mais Croix et Wasquehal répondirent en invoquant avec succès une coutume immémoriale.

Enfin, en 1762, les prétentions de Lille vont se reproduire avec une intensité qu'on n'a point encore rencontrée jusque là. Un arrêt du 7 septembre de cette année accordait à tous les habitants des campagnes et des lieux où il n'y avait point de communauté, la liberté complète du travail (2). On l'adressa à l'Intendant de Flandre le 7 octobre, pour qu'il le publiât dans cette province. L'Intendant n'en fit rien et, le 5 novembre, se borna à présenter certaines observations que l'arrêt lui suggérait. C'était en différer d'autant la publication. Lille, qui faisait démarches sur démarches, réussit à l'ajourner encore. Enfin, en 1763, les Rou-

(1) Archives de Roubaix, H. H., 21.

(2) La formule de l'arrêt consiste à proclamer « le *maintien* aux habitants des campagnes... de filer toute espèce de matières et fabriquer toutes sortes d'étoffes (LEVASSEUR, *op. citat.*, t. II, p. 586).

baisiens vinrent à bout de décider l'Intendant du Commerce à donner l'ordre d'y procéder.

L'intendant de Flandre se déroba de nouveau par le moyen d'une nouvelle réponse, et ce n'est que sur une troisième sommation, le 3 septembre 1764, qu'il publie l'arrêt. Agitation de Lille : nouvelles députations, envoi de mémoires, emploi surtout de « poussière d'or » (1). Mais on put espérer que cette agitation serait vaine. Le 13 février 1765, l'arrêt du 7 septembre 1762 était adressé au Parlement de Douai pour l'enregistrement. On l'enregistre et il allait être publié par le Parlement le 22 juillet, quand, brusquement, voici que la Cour enregistre un autre arrêt, celui-ci de surséance. De septembre 1764 à juillet 1765, l'industrie avait été libre dix mois, il fallut encore attendre le 31 avril 1776, pour obtenir la révocation de l'arrêt de surséance. La liberté de fabrique était enfin acquise à la Flandre.

Ce dernier acte de la lutte séculaire entre Lille et la campagne vit se reproduire de part et d'autre tous les arguments invoqués depuis trois siècles dans tous ces différends dont nous avons relaté une partie. Il est intéressant de les résumer.

L'une des premières raisons invoquées par la ville fut que Roubaix n'avait ni corporation ni égards, que

(1) Lettre de DUCHASTEAU DE VILLERMONT, procureur syndic de Lille, cité par M. FLAMMERMONT : *L'industrie à Lille*, p. 99.

sa liberté serait donc excessive et toucherait à la licence et qu'on y pourrait abuser, faute de surveillance, les simples gens et étrangers. Ainsi déprécierait-on toutes les marchandises du pays, d'autant que la campagne ne se faisait pas scrupule de contrefaire les marques des bonnes villes.

En même temps, déchargée d'impôts et se fournissant à meilleur compte vivres et demeures, la campagne fabrique et vend à vil prix ; elle consomme toutes les matières premières et les villes n'en trouvent plus qu'à des prix excessifs.

Quel regret qu'il en soit ainsi ! Car Lille est le rempart de la France et contribue à la splendeur de l'Etat : « La gloire de cette capitale éclipsée couvrirait d'un sombre nuage toute la province de Flandre. »

Enfin, c'est l'intérêt du pays que les fabricants s'abritent dans les murs des villes. Car les guerres continuelles qui bouleversent les campagnes flamandes auront vite fait d'y ruiner les manufactures.

Autant de prétextes, autant d'erreurs !

Les fabricants de Roubaix devaient, dès 1554, se constituer en corporation. Nous verrons ce qu'était cette corporation, ses égards, son scel. Il n'y en eut pas de plus vigilante et de plus scrupuleuse dans la confection et dans la livraison de ses produits.

Quant aux charges, elles ne manquaient pas plus à Roubaix qu'à Lille, ne fût-ce qu'en raison des innombrables procès que la ville le forçait à soutenir.

La lutte était donc égale. La ruine de Lille ne semblait pas plus à craindre que celle de tant d'autres villes dans les provinces où la liberté et l'industrie florissaient de concert.

L'expérience prouvait bien, d'autre part, que les dévastations des guerres n'empêchaient point à la campagne le développement des manufactures. Et, au surplus, la sollicitude de Lille, sur ce point, a bien quelque raison d'étonner.

Les réponses de Roubaix sont consignées dans plusieurs longues requêtes. Il fait valoir que dans les villages de la châtellenie, innombrables étaient les personnes vivant du stiel de bourgeterie et qu'il n'y avait nulle raison de les exclure des concessions ; qu'elles possédaient les moyens d'acheter elles-mêmes leurs matières premières ; qu'elles n'étaient donc point obligées de se livrer, pour le compte des tiers, à un simple travail à façon (1) qui avilirait le prix de la main d'œuvre.

Il faisait remarquer, en outre, qu'à côté de l'intérêt particulier des producteurs on devait considérer celui de la clientèle et ses préférences ; que les bourats des champs, par exemple, étaient plus recherchés par les marchands d'Anvers que ceux de Lille. Occuper des ouvriers, n'était-ce pas d'ailleurs les retenir au pays ?

(1) Archives de Roubaix, II. H , 12.

Ils n'eussent pas eu plus de « gagnage » en ville (1).

Les particuliers ou la corporation s'imposaient de nombreux sacrifices d'argent pour subvenir aux frais des procès. En 1669, la dépense s'élève à 1745 livres cinq sous, pour le procès contre Lille, joint à un autre moins important contre Tournai. Trois taxes successives sont établies sur le pied de chaque métier. Dans presque tous les comptes annuels présentés par les égarés, les dépenses dépassent les recettes et on constate que la plus grosse partie en est consacrée à acquitter les revenus ou à procurer l'amortissement des emprunts faits pour la défense de la manufacture.

Parfois, les roubaisiens ne se contentaient pas de la voie lente des argumentations, des démarches, des procédures. Il se faisaient justice eux-mêmes. Le sang wallon, proche du sang flamand, ne parvenait point toujours à se maîtriser.

En 1621, les maîtres bourgeteurs de Lille vinrent à Roubaix « pensant défendre et d'apporter (2) les tripes de velours de ceux de Roubaix. Mais iceux les en chassèrent et ils furent en grand danger de perdre la vie. » L'huissier du Grand Conseil, chargé de la

(1) Procès de 1608. Mémoire en réponse au besogné du magistrat de Lille (Archives de Roubaix, H. H , 12).

(2) Emporter.

confiscation, ne s'en tira qu'à « playe ouverte et sang coulant » non sans avoir mis « la main au pistolet, le cocquelet abattu ». Le bailli avait bien envoyé un sergent pour le pro éger, mais les manans de répondre : « Le bailli ne nous norira point ! »

CHAPITRE III

Limitations dans l'attribution des privilèges.

— **Les formalités corporatives à Roubaix.**

— **Rapports des maîtres et des ouvriers.**

Nous avons dit que les privilèges allaient rarement sans conditions restrictives.

La première sorte de conditions auxquelles ils sont soumis et que nous avons appelées conditions d'attribution, déterminaient le territoire dans les limites duquel devait s'exercer le privilège et les personnes qui étaient appelées à en jouir.

Les manants de Roubaix ne pouvaient à l'origine se livrer à la fabrication des draps que dans l'intérieur du bourg. Des limites très précises leur sont assignées à cet effet dans une ordonnance des gens de lois, en date du dernier jour de juin 1554. Progressivement, on se relâcha de cette rigueur et l'on n'exigea plus la résidence « dans l'enclosure des haies ».

En 1609, le district manufacturier de Roubaix est étendu, par l'ordonnance des archiducs Albert et Isa-

belle, à Marcq-en-Barœul, Croix, Wasquehal, Flers et Hem (1).

Le droit de fabrication ne s'étendait pas sans exception à tous les sujets de la communauté. Ils devaient, pour y accéder, justifier d'une certaine préparation, passer par certaines épreuves : l'apprentissage, le chef-d'œuvre, etc.

Sans doute, nous l'avons dit, on concevait fort bien que des concessions fussent accordées sans ces conditions. Ainsi, le premier privilège de 1469 n'est soumis à aucune condition particulière. Mais le cas est exceptionnel.

La fabrication, lente au début, s'accélère. Roubaix aborde des genres différents de ceux qu'il a d'abord entrepris. Lille aussitôt d'intervenir !

C'est sans raison que les manants de Roubaix disent : « que le labeur champêtre (n'est) suffisant pour les entretenir.... Ce n'est que depuis peu de temps qu'ils se sont ingérés de faire des tripes de velours.... Si on les laisse continuer, cette ville (Lille) pourra se dépeupler, non seulement parce que.... mais parce que les manants de Lille se retireront audit Roubaix, tant pour “ouvrer à leur plaisir jours et nuits, sans être soumis à apprentissage, chef-d'œuvre ou autres charges, que pour avoir à meilleur marché les vivres et loyers des maisons et être exempts des

(1) H. H., 12, N^o 6.

impôts qui se lèvent audit Lille. Joint à cela que Roubaix n'ayant pas d'égards" on y pourra commettre des fraudes en largeur, longueur et qualité et abuser ainsi les simples gens et étrangers ».

Malgré cet habituel et assez transparent prétexte tiré de l'intérêt du consommateur, comme on conçoit bien que l'égoïsme tout seul fait parler la ville de Lille! C'est sa fortune qu'elle entend sauvegarder en imposant à Roubaix la corporation, le chef-d'œuvre, l'apprentissage, comme des entraves, des « charges » et elle ne s'en cache pas. Si elle ne peut obtenir que Roubaix soit privée du droit de fabriquer des tissus, qu'au moins il connaisse ces charges et ces entraves.

Le conseil privé du souverain, le 6 novembre 1553, prescrivit à Roubaix l'établissement d'égards jurés et, le 12 mai 1554, une ordonnance de Charles Quint organisait les manufacturiers en corporation.

Il n'est pas bien certain que Lille avait prévu cette solution. Sans doute savait-elle fort bien que l'instrument corporatif n'aurait pas entre les mains des roubaisiens la puissance restrictive qu'elle prenait l'air de lui attribuer. Elle escomptait bien plutôt que Roubaix serait déchu de ses droits.

Quoi qu'il en soit, les privilèges maintenus à Roubaix n'allaient désormais appartenir, après les épreuves successives du temps et de la pratique, de l'apprentissage et du chef-d'œuvre, après le versement des

droits tarifés par les ordonnances, qu'à ceux qui seraient régulièrement agréés par la corporation.

Mais ces entraves que le formalisme corporatif imposait à Roubaix, son magistrat, avec le concours des égards, va, pendant les siècles qui suivirent, s'efforcer de les faire disparaître. Nous verrons que l'apprentissage seul subsista jusqu'à la révolution. Encore y eût-il des exceptions. La formalité du chef-d'œuvre disparut. Les portes du métier furent, en réalité, presque toujours grandes ouvertes aux aspirants. Et si l'on exigea d'eux des droits assez élevés, c'est que l'intérêt de la manufacture l'exigea.

* * *

Les apprentis. — “ Chaque maître du métier pourra avoir un apprenti auquel il sera tenu d'enseigner le dit métier pendant deux ans (1). ”

Cette brièveté dans le stage des apprentis a son prix. Dans bon nombre de corporations, en France, il dure en effet trois, quatre et six ans (2). En Flandre en particulier, il est généralement assez long. Il est vrai qu'à Lille comme à Roubaix il ne dure, chez les tisserands, les bourgeteurs, les filtiers, que deux ans (3). Mais à

(1) Ordonnance du 12 mai 1554.

(2) LEVASSEUR. *Opus citatum*.

(3) FLAMMERMONT en son cours cité par MERCHIER, dans : *Le lin et l'industrie linière dans le Nord de la France*.

Cambrai, il est de trois ans pour les tisserands de toile, de quatre ans pour le tisserand de drap (1). A Tournai, sa durée, qui était auparavant de quatre ans, est, en 1496, réduite à trois ans « comme on fait és villes voisines » (2).

Ce court apprentissage lui-même ne devait pas subsister longtemps. Sans qu'on puisse exactement suivre sa marche décroissante, il est certain que la coutume s'en perdit, car on trouve, le 3 novembre 1759, un règlement des magistrats qui le rétablit.

S'il faut remarquer que l'apprentissage ne fut pas rigoureux, au moins, tant qu'il subsista, s'appliqua-t-il à tous. C'est seulement en 1759 que les fils de maître y échappent. Encore, pour les gendres de maîtres, fut-il seulement restreint de moitié.

Le maître qui avait accepté un apprenti assumait la charge de lui enseigner pendant deux ans la profession. Le contrôle se faisait par l'enregistrement, à l'égarderie, de la date d'entrée et du nom de l'apprenti (3), qui acquittait à ce moment un droit de trente patars. S'il arrivait que par mauvaise fortune, un maître dût se défaire de son apprenti, il le cédait à un autre maître. Le maître payait douze gros pour qu'il fût fait mention

(1) DUBRULLE. *Histoire de Cambrai*, p. 197.

(2) Eugène SOÏL *Les tapisseries de Tournai*, p. 121.

(3) Ailleurs, le contrat d'apprentissage est passé verbalement, devant témoins ou bien encore par écrit.

de ce transport (1) sur le registre de l'égarderie.

Si le maître avait ses obligations, l'apprenti avait les siennes. Pendant les deux années de son engagement, l'apprenti devait travailler tous les jours. S'il lui arrivait de manquer au travail sans congé régulier de son maître, il était tenu, les deux années écoulées, de réparer par des journées supplémentaires le temps perdu. Si les manquements accumulés en dehors des congés réguliers atteignaient six semaines, son maître pouvait le congédier et le remplacer (2).

Les ouvriers. — Quelles sont les conditions pour l'apprenti qui veut passer valet ou ouvrier ?

Il semble, à lire l'article 9 de l'ordonnance du 12 mai 1554, que l'ouvrier comme le maître était soumis à la formalité du chef-d'œuvre : « Ne pourront doresnavant aucun eslever le dit mestier ne ouvrer en la dite seigneurie que préalablement ils n'aient fait leur chef-d'œuvre..... sauf, toutefois, que le maître et l'ouvrier, étant franc des villes franches ès qu'elles audit mestier y a franchise, seront tenus pour francs... (3) ».

« Ne pourront aucun ouvrer » : cette formule

(1) Outre, comme lors de la première inscription, un droit de deux gros pour le registre.

(2) Articles de l'Ordonnance du 12 mai 1554, relatifs aux apprentis, art. XV à XVIII.

(3) Art. 8, Ordonnance du 12 mai 1554.

paraît bien comprendre l'ouvrier. Quand les statuts ordonnent au maître et à l'ouvrier d'enregistrer, de faire enregistrer son nom, sa marque ou son enseigne à péril d'amende, c'est la même expression qu'ils emploient : « Nul ou nulle ne pourra ouvrir en la dite ville et seigneurie de Roubaix, qu'ils n'ont apporté son nom et surnom par écrit avec tel marcq et enseigne qu'il voudra faire sur lesdits ouvrages.... »

On verra d'ailleurs que les ouvriers sont responsables des défauts de fabrication laissés par eux dans leur travail. Ils devaient donc être capables de faire un chef-d'œuvre. Le chef-d'œuvre, en effet, s'entendait simplement d'une pièce faite « de propre main et si bien et suffisamment que l'on n'y trouve aucune faute et comme telle puisse porter le scel de Roubaix (1) ».

Pour les ouvriers comme pour les maîtres, la formalité du chef-d'œuvre tomba d'ailleurs rapidement en désuétude. L'agrégation au corps de métier s'obtiendra alors, purement et simplement, par l'enregistrement du nom, de la marque, de l'enseigne, dont nous avons parlé. Les statuts assujettissaient bien, en outre, les ouvriers au paiement de droits déterminés. Mais les comptes des égards ne révèlent point qu'ils aient été perçus ni exigés.

Les maîtres. — Pour devenir maître, il faut

(1) Ordonnance de 1554.

avoir passé par l'apprentissage Il faut avoir fait un chef-d'œuvre, avant au moins que l'exigence de cette formalité ne disparût d'une façon générale. Il faut faire enregistrer à l'égarderie son nom, sa marque ou son enseigne. Il faut surtout acquitter les droits du métier.

Si, comme nous l'avons dit, l'obligation de payer ces droits resta lettre morte à l'égard des ouvriers, il n'en fut jamais ainsi vis-à-vis des maîtres. On voit plus d'un exemple d'amendes infligées à des manufacturiers « pour avoir travaillé sans avoir acquitté les droits ».

On le voit : il n'y a pas de limites bien précises entre le maître et l'ouvrier. Exigé de l'un comme de l'autre, le chef-d'œuvre ne dresse pas entre eux cette barrière, parfois si difficile à franchir, qu'on rencontre dans tant de corporations.

La différence entre le maître et l'ouvrier est surtout une différence dans la condition. L'un est économiquement plus élevé que l'autre. Les statuts de la corporation le désirent : « Ne pourront (aucuns) ouvrer *en leur ouvrage* sinon de leur propre denier et catel et non d'autruij (1). »

Ainsi, la plupart des statuts à Paris déclaraient : « Quiconque veut être de tel métier estre le puest ; poer tant qu'il sache le métier et ait de coi ».

(1) Art. 9, Ordonnance du 12 mai 1554 (V. pièces justificatives).

Les droits du métier sont fixés dans l'ordonnance (1). de Charles Quint à trois florins carolus. C'est une redevance minime. En 1746, le magistrat certifie que le corps de métier sera ouvert à quiconque versera six livres parisis. En 1759, le droit est élevé par le même magistrat à vingt-quatre florins. Cette augmentation semble nécessitée par les exactions de la fiscalité royale. Il faut rembourser aussi les gros emprunts faits en vue de soutenir les incessants procès suscités par les bonnes villes.

Les étrangers surtout portèrent le poids de ce surcroît d'imposition. Au moment de la constitution de la corporation, en 1554, les étrangers y étaient admis sur la justification de deux années d'apprentissage et d'un versement des droits ordinaires. En 1759, les magistrats exigent d'eux, pour la réception de maîtrise, le versement de cent vingt florins.

On peut s'étonner, au premier abord, que le versement d'une somme d'argent ait subsisté à toutes les autres formalités et soit devenu la seule condition spéciale de l'accession à la maîtrise. A réfléchir, on y reconnaît bien une conséquence de la situation des Roubaisiens et de leur état d'esprit. On cherche en effet à réduire les formalités. L'attention est tendue seulement à développer les privilèges d'une part, et d'autre part à les exercer loyalement. Le développe-

(1) V. l'Ordonnance du 12 mai 1554.

ment des concessions est l'occasion de procès onéreux et la police des règlements entraîne des frais. Dans tous les comptes des égards seront mentionnés : « Dépenses d'égards allant visiter les outils ». Il faut subvenir à toutes ces charges.

Les fils de maîtres étaient privilégiés. Ils sont francs du chef-d'œuvre (1), peuvent ouvrir en ne payant que demi-droit. Les filles de maître apportent en dot à leur mari ces privilèges (2).

Les enfants de maître n'étaient pas dispensés de l'apprentissage. L'art. XIII, qui les exempte du chef-d'œuvre, ne parle pas de l'apprentissage à leur propos. Mais le règlement des égards du 5 février 1555 déclare : les fils de maître qui voudront s'agréger à la corporation seront exempts du chef-d'œuvre, s'ils ont fait deux ans d'apprentissage (3).

Mais tandis qu'un maître ne peut en général n'avoir qu'un apprenti, deux enfants d'un même maître peuvent être en même apprentis chez leur père (4). En 1759, les fils de maître seront dispensés de l'apprentissage. Les gendres de maître ne feront qu'un an au lieu de deux.

(1) Ce ne fut pas un privilège permanent, puisque le chef-d'œuvre tomba en désuétude.

(2) Ordonnance de 1554 ; renouvellement en 1759.

(3) Règlement des égards du 5 février 1555.

(4) Le maître qui ne peut suffisamment enseigner son fils peut prendre, pour ce faire, un bon ouvrier (Règlement, 5 février 1555).

C'est de 1559 à 1564 que les droits versés pour l'accession à la maîtrise par ceux qui y aspiraient, fils de maîtres, habitants de la ville ou étrangers, sont le plus élevés. De douze, de vingt-quatre ou de cent vingt florins suivant les catégories de candidats, ils tombent dès 1564, à la moitié. Les comptes des égards nous les montrent maintenus à ce taux jusqu'en 1780.

Trente patars devaient être acquittés par les élus, lors du dessaisissement de leur pièce d'ouvrage par les égards, pour « la récréation des maîtres, suppôts et égards » et pour le registre (1). C'est la seule trace qu'on puisse trouver à Roubaix de ces allocations en argent ou en nature, versements de sommes aux confrères, aux seigneurs, au roi ; offres de copieux festins, charges onéreuses dont la multiplicité et l'élévation fermèrent dans tant de corporations et à tant d'ouvriers l'accès de la maîtrise (2).

Point non plus d'obligation religieuse d'aucune sorte. Sans doute, chaque année, le jour de la Transfiguration (3) « une messe solennelle est chantée » à l'honneur de Dieu, notre créateur et rédempteur, et de toute la cour céleste. Mais l'assistance à cette messe n'est point obligatoire comme elle l'est à Lannoy le jour de la

(1) Règlement du 11 août 1556, HH, 41, f^o 10, verso.

(2) V. LEVASSEUR. *Op. citatum*. — BABEAU. *La ville sous l'ancien régime*.

(3) Jour du renouvellement des égards, de la clôture et de la reddition de leurs comptes.

fête du corps, à péril d'amende d'une demi-livre ou d'un quarteron de cire (1) ; comme elle l'est à Lille, dans la corporation des tisserands, le jour de la fête de Saint-Maur ; comme elle l'est encore dans cette ville, les jours de processions ou de funérailles. A Roubaix il y a aussi une procession annuelle où l'on porte deux torches pour le corps de métier (2).

Nous le voyons. Le corps de métier de Roubaix a réduit à leur minimum les formalités corporatives. S'il s'y est en partie plié c'est parce qu'il y fut contraint. Mais il éprouvait leur gêne et savait leur inutilité.

A mettre les choses au mieux, le stage des apprentis avait pour but d'éliminer les incapacités, et l'obligation du chef-d'œuvre était destinée à maintenir à un certain niveau l'aptitude professionnelle des ouvriers. On pourrait espérer ainsi que les produits livrés à la consommation seraient de bonne qualité.

Les manufacturiers de Roubaix pensèrent qu'une exécution scrupuleuse des règlements de fabrication irait au même résultat et l'atteindrait plus sûrement. C'est vers cette exécution qu'ils tendirent leurs efforts.

Ils désignèrent parmi les maîtres cinq égarés chargés entre autres fonctions de veiller à la bonne police des

(1) LEURIDAN. *Précis de l'histoire de Lannoy*, p. 81.

(2) Presque tous les comptes des égarés, de 1609 à la fin du XVIII^e siècle portent la « Rétribution à deux hommes portant les deux grandes torches du corps à la procession de la dédicace ».

règlements et que nous montrerons en fonctions dans un chapitre suivant.

*
* *

Il nous faut parler ici des rapports entre les maîtres et leurs ouvriers.

L'ouvrier pouvait travailler dans tout le district manufacturier. Il n'était pas occupé chez son patron. Il recevait du maître les matières à employer et travaillait chez lui à façon.

Entre les ouvriers du district et les maîtres, il y a des obligations mutuelles édictées par l'autorité.

Le 19 juillet 1742, nous voyons les lieutenant et échevins de Roubaix faire défense, « à tous marchands, fabricants et maîtres » de la manufacture, de faire travailler ailleurs que dans le district de Roubaix. Nous retrouvons la même interdiction dans une ordonnance de l'Intendant de Flandre du 1^{er} juillet 1752. La sanction, si l'on enfreint deux fois la défense, est la privation de la maîtrise pendant une année (1).

Par exception, nous voyons, le 19 janvier 1753, une ordonnance de l'Intendant de Flandre accorder aux ouvriers de Mouvaux l'autorisation de travailler pour les manufactures de Roubaix nonobstant les défenses

(1) H. H., 41, f° 100, verso. — Nous trouvons cette prohibition beaucoup plus tôt (1554), mais ce n'était, au début, qu'une mesure destinée à faciliter la surveillance de la fabrication.

précédentes. Ils pourront également fabriquer pour Tourcoing. Les égards de l'une et l'autre villes visiteront les étoffes selon leur destination (1).

Ces deux derniers faits sont de 1751 et 1753. Déjà, le 4 mars 1743, c'est-à-dire moins d'un an après la première ordonnance connue du magistrat, nous voyons que les égards de la manufacture de Roubaix font pourtant des visites sur le district de Tourcoing ; que ces visites « qu'on veut bien souffrir » n'entendent point préjudicier aux droits et à la juridiction des magistrats de Tourcoing mais doivent être regardées comme des visites de maître à ouvrier (2). Cela nous fait croire que les maîtres de Roubaix employaient donc des ouvriers sur le district de Tourcoing (3). Peut-être le règlement de 1742 était-il encore trop nouveau pour qu'il fût déjà appliqué sans conteste.

De leur côté, les ouvriers du district ne pourront travailler pour d'autres que pour les manufacturiers de Roubaix (4). Aussi bien n'est-ce qu'irrégulièrement que les maîtres voisins leur auraient offert du travail : « Si la veuve Lefebvre, de Tourcoing, veut faire travailler des bourats ou autres étoffes permises à ceux

(1) H. H., 41, f° 129, verso.

(2) Archives de Roubaix, H. H., 41, f° 105 (4 mars 1743).

(3) Il apparaît d'ailleurs que ces ordonnances relatives à l'emploi des seuls ouvriers du district n'allèrent point toujours sans protestations des particuliers (H. H., 41, f° 124, verso).

(4) H. H., 28, N° 1.

de Tourcoing, qu'elle le fasse dans le district de Tourcoing et non dans celui de Roubaix. » On a déterminé ces districts, afin que les particuliers de chacun d'eux ne fissent point fabriquer ailleurs (1).

Les maîtres avaient, vis-à-vis l'un de l'autre, à propos de leurs ouvriers, des obligations. Le 10 octobre 1744, le magistrat de Roubaix défend à tous fabricants « sous peine d'amende de 12 à 24 florins, de tirer directement ou indirectement aucun ouvrier des mains les uns des autres, pour quelque cause ou raison que ce soit, à moins qu'il ne conste du consentement de celui pour qui les dits ouvriers travaillaient » (2).

L'ordonnance est renouvelée, publiée « aux peuples assemblés », le 8 mars 1744 (3). En 1773, ordonnance nouvelle répétant la même disposition : « Défense à tous les fabricants de recevoir aucuns ouvriers les uns des autres ou de leur donner du travail sans le consentement de leurs premières maîtres ». A la deuxième récidive le maître encourt privation de la maîtrise pour trois mois (4).

La subordination des ouvriers aux maîtres, on le voit, n'est pas purement économique. Elle est édictée par les règlements particuliers. L'ouvrier, une fois employé par un maître, ne peut se dégager sans le

(1) H. H., 28.

(2) Règlement de la manufacture, f^o 99.

(3) Archives de Roubaix, H. H., 41, f^o 107.

(4) Archives de Roubaix, H. H., 41, f^o 173, verso.

congé de celui-ci. Un règlement de 1749, confirmé par lettres patentes du 12 septembre 1781, fera de cette coutume une obligation généralisée à toute la France. A la fin de l'engagement de l'ouvrier, le maître lui fournira un livret de congé qui sera porté sur un livret spécial. Il est interdit aux maîtres de recevoir un ouvrier non muni de ce livret. L'ordonnance royale concernant la police et la subordination des ouvriers est enregistrée au Parlement de Flandre le 15 mars 1782.

Quoique ce règlement ait été fait pour les ouvriers travaillant dans l'atelier du patron plus que pour les ouvriers travaillant à façon, à la campagne ou dans la ville, il fut appliqué dans plus d'une localité aux façonniers. C'est ainsi à Louviers, à Elbœuf (1).

Nous savons que c'est ainsi à Roubaix. L'ordonnance de Louis XV y fut transcrite sur le registre de la manufacture (2).

Le maître peut subordonner son congé à certaines conditions. Si l'ouvrier qui a travaillé pour un maître reste redevable à ce maître, nul autre ne peut l'employer avant qu'il ne se soit acquitté (3). S'il travaille ailleurs, son premier maître s'en plaindra aux égards qui pourront l'empêcher de travailler jusqu'à satisfac-

(1) V. Archives nationales, F., 12, 654, source indiquée par LEVASSEUR, *op. citat*, p. 668, notes

(2) Archives de Roubaix, H. H., 41, f° 212.

(3) Règlement des égards du 27 décembre 1554, Archives de Roubaix, H. H., 11.

tion. Le maître qui l'emploierait courrait le risque d'une amende. Il ne semble pas que cette mesure ait été abrogée (1) entre le XV^e siècle et la Révolution.

En matière de règlements de fabrication, si une pièce défectueuse portait la marque d'un maître, l'usage voulait qu'on pût toujours s'en prendre à lui si la malfaçon était le fait de son ouvrier; c'était alors au maître à se retourner contre lui (2).

Ce n'est point à dire que l'ouvrier n'avait d'obligations que vis-à-vis du maître. Il pouvait, s'il n'observait pas les règlements, encourir la sanction directe des égards ou du magistrat. Il était d'ailleurs d'une façon générale sous leur surveillance.

Ainsi ne pouvait-il apporter ses étoffes au bureau de l'Égarderie que bien épluchée des deux côtés, sous peine d'amende de quatre patars au profit du corps de métier (3).

Ainsi encore le magistrat apprend que « quantité d'ouvriers font des calmandes si mal travaillées qu'il serait à craindre qu'elles ne fissent tort à la renommée de la manufacture ». Il édicte des mesures disciplinaires et des amendes en vue d'empêcher ces négligences (4).

(1) Dans la grande fabrique de Lyon, nous voyons une mesure analogue créée dès 1554; à travers des modifications de détail, en 1682, 1686, 1737 et 1744, elle durera jusqu'en 1790. La seule mesure de l'inscription des dettes sur le livret, indépendante d'une sanction, subsistera à la Révolution. Dès 1851 on ne pourra mentionner les dettes au delà de 30 fr. La loi du 2 juillet 1890 supprime le livret.

(2) Archives de Roubaix, H. H., 41, f^o 40, verso.

(3) Archives de Roubaix, H. H., 41, f^o 143, verso.

(4) Archives de Roubaix, H. H., 41, f^o 118, verso.

En matière d'infractions à la police de l'industrie, les égards et le magistrat se partageaient la juridiction ; les égards appliquaient les petites amendes, le magistrat statuait sur les cas plus importants

Entre maîtres, ouvriers, et, le cas échéant, apprentis, quand un différend s'élevait, qui prononçait ?

Les divers statuts et ordonnances que nous connaissons, n'ont pas prévu cette question, comment la résoudre ?

Le magistrat constituait la juridiction de droit commun. Mais le recueil de ses sentences ne nous en apporte aucune à propos de discussions entre maître et ouvrier. Or, toutes les sentences du magistrat étaient rédigées : « Le lieutenant-général présidera l'assemblée, répondra le premier aux causes et affaires qui y seront présentées et, pour le jugement d'icelles, qui se fera à la pluralité des voix, il recueillera les opinions selon le sang et l'ancienneté et prononcera ensuite l'arrêt dont il sera tenu registre par le greffier (1) ». Il n'est pas vraisemblable qu'il y ait eu d'exceptions à l'égard des différends qui nous occupent. Si nous n'en trouvons point de trace, c'est probablement qu'ils étaient portés ailleurs.

Est-ce devant les Egards ? On sait que les prud'hommes et gardes de métier avaient, dans presque toutes les corporations, cette juridiction. Ainsi, notamment, à Lille, au moins dans la corporation des tisse-

(1) Article IV du règlement des échevins du 21 novembre 1775.

rands. Quand aux bourgeteurs, ils portaient leurs différends devant le « siège de la bourgeterie ». A Roubaix, où ils présidaient déjà à l'apprentissage, au chef-d'œuvre, c'eût été le corollaire naturel de leurs fonctions. Sans doute, il n'en est pas fait mention dans leurs comptes, mais, d'une façon générale, quand on y porte le total des amendes aux recettes, on ne distingue point les motifs qui en ont entraîné l'application. Il n'y a pas lieu, dès lors, de s'étonner de cette lacune

J'ajoute que la clause des statuts de 1554 qui les institue porte que les Egards feront justice à chacun « sans déport ni dissimulation ». Mais peut-être le contexte ne permet-il pas de donner à cette formule toute seule un sens aussi étendu (1).

Les documents relatifs aux salaires manquent malheureusement aussi.

Si cette lacune est regrettable, peut-être en pouvons-nous au moins tirer cette hypothèse que les ouvriers n'avaient pas à se plaindre de la rémunération qui leur était allouée. S'ils avaient eu quelque raison de mécontentement, ils n'auraient point manqué de l'exprimer. Les faits qui suivent légitiment ce raisonnement. Nous allons voir avec quelle obstination les ouvriers savaient

(1) Les égards jureront de « bien et légalement entretenir status et ordonnances selon leur forme et teneur non aijant regard à leur bien particulier, mais feront droit et justice sans déport ou dissimulation, »

lutter quand on tentait une réduction, même équitable, de leurs gains.

Sans qu'on puisse dire exactement dès quel moment l'usage les y avait autorisés, les ouvriers, à la fin du XVII^e siècle, avaient coutume de considérer comme leur revenu naturel les déchets de laine ou « pluquins » qui restaient dans leurs mains, le travail achevé. Ils les vendaient à leur profit et cela faisait à leur salaire un appoint en nature très important.

Une première ordonnance du magistrat, en 1744, interdit aux ouvriers de s'attribuer ou de vendre ces déchets au préjudice des maîtres (1). Mais elle eut probablement peu d'effet, car on dut la renouveler trois ans après. On signalait cette circonstance aggravante que les ouvriers en « s'ingérant de vendre les pluquins y faisaient entrer quantités de fils et de matières utilisables » (2).

Enfin, en 1753, l'Intendant dut se mêler de l'affaire et non seulement il défendit aux ouvriers de vendre les déchets sous peine de prison, mais il défendit aux tiers de les acheter, à péril de cinquante livres d'amende (3).

A la suite de cette ordonnance, les perquisitions durent être particulièrement actives, car on signale plusieurs incarcérations. Un retordeur est condamné

(1) Archives de Roubaix, H. H., 41, f^o 107.

(2) Archives de Roubaix, H. H., 41, f^o 107.

(3) Archives de Roubaix, H. H., 41, f^o 130.

« à tenir prison au dessus du beffroi de l'hôtel de ville pendant quinze jours, pour avoir refusé de laisser visiter son moulin par les Egards qui voulaient s'assurer s'il n'avait pas de pluquins frauduleux.... »

Les années qui suivent, la situation est de plus en plus tendue. Le 4 octobre 1757, une émeute éclata et « des avanies furent faites par les ouvriers au magistrat et Egards assemblés. » La maréchaussée fut appelée ; un procès fut entamé et des condamnations s'ensuivirent. Le compte des Egards porta, de ce chef, aux dépenses : 1.850 livres 2 sous.

Il faut que les choses aient été assez loin pour qu'au 15 janvier 1758 l'Intendant ait renouvelé son ordonnance. Cette fois, les cavaliers de la maréchaussée vinrent l'afficher eux-mêmes à Roubaix, où ils restèrent « quatre jours par crainte de désordres et de sédition des ouvriers. »

L'ordonnance décidait que les déchets inutilisés par les maîtres seraient vendus au Bureau de l'Egarderie. Nul ne pourrait les y acheter sans se faire délivrer un billet d'expédition. Si, « trouvés garnis de déchets », leurs détenteurs ne peuvent représenter le billet, ils seront passibles des sanctions portées à l'ordonnance (1).

Mais on n'a qu'une demi-foi dans le succès de ces mesures et l'on voit des maîtres promettre à leurs

(1) Archives de Roubaix, H. H., 41, f° 146. — V. aussi H. H., 24 ; H. H., 65.

ouvriers, en récompense de leur fidélité, la valeur du déchet qu'ils rapporteront.

Un peu plus tard, au lieu de se faire à l'Egarderie, l'achat se faisait à domicile par des préposés jurés (1). Je n'en trouve pas moins, aux comptes des égards de 1773, que 512 livres sont consacrées aux frais d'un procès criminel à propos d'une nouvelle émeute; et, en 1775, un jugement des échevins condamne un détenteur de déchets au pilori

Les ouvriers travaillaient probablement de longues journées. C'était ainsi sous l'ancien régime en beaucoup d'endroits. Nous voyons que c'est un grief que fait Lille dans ses nombreux procès : Les ouvriers peuvent, à Roubaix, travailler sans entraves « jour et nuit ». Il semble bien pourtant qu'à Lille les journées de travail n'étaient point si courtes. Des règlements déterminaient les heures d'ouverture et de fermeture des ateliers. Mais, en 1528 on travaillait de six heures du matin à neuf heures du soir en hiver et du lever au coucher du soleil en été. C'était la journée de seize heures (2).

A Tournai, les heures de travail sont déterminées suivant les saisons; à Lannoy, sauf du 1^{er} octobre au

(1) Archives de Roubaix, H. H., 41, f^o 169, verso. — V. encore H. H., 35; H. H., 74; H. H., 76.

(2) FLAMMERMONT, en son cours, cité par MERCHIER : *Le lin et l'industrie linière à Lille et dans le Nord*.

1^{er} mars, on ne peut travailler à la lumière (1); à Cambrai, le travail de nuit est défendu dans certains métiers, à cause, dit le règlement, des dangers d'incendie et de malfaçon. De même à St-Omer, à Paris (2). A Cambrai et à St-Omer (3) les tisserands arrêtaient le travail le samedi à midi. Les foulons à Cambrai ne peuvent commencer le matin après huit heures (4).

D'ailleurs, il y avait à Roubaix peu de mesures restrictives d'une entière liberté. A Tournai, à Cambrai, les ouvriers doivent travailler dans des chambres situées à front de rue pour permettre un contrôle plus aisé des règlements; à Roubaix, ils doivent seulement « ouvrir leurs maisons aux égards ».

(1) Th. LEURIDAN. *Précis de l'histoire de Lannoy*, p. 82.

(2) DUBRULLE. *Histoire de Cambrai*, 199.

(3) GIRY, St-Omer, p. 347. — Fagnies, p. 102.

(4) GIRY, p. 350.

CHAPITRE IV

Limitations dans l'exercice des privilèges. —

Les règlements de fabrication à Roubaix. —

Les égards et le scel.

Nous savons que la mise en œuvre des privilèges était généralement subordonnée en Flandre, comme du reste presque partout en matière de fabrication des tissus, à des conditions d'exercice très nettement déterminées.

C'est le monopole, en supprimant la concurrence, qui les nécessitait. La concurrence est parfois nuisible. Il n'est pas douteux qu'on lui puisse opposer des limites. Aussi, à une certaine époque, la corporation fut-elle une institution de défense merveilleusement accommodée aux mœurs encore grossières, à l'insuffisance de police protectrice, à une certaine anarchie politique. Mais la sorte de monopole que les privilèges corporatifs constituaient devait tendre bientôt à n'avoir plus que des inconvénients. Les plus gros qui fussent à craindre, le souci des concurrences rivales une fois écarté, c'étaient le laisser-aller, la négligence

dans la fabrication. C'est pour les éviter que des règlements stricts devinrent nécessaires. Ils suppléaient à la concurrence.

Ces règlements se retrouvaient d'ailleurs en dehors même des corporations.

Ainsi, à Roubaix, la fabrication fut réglementée dès son début. Le premier privilège est de 1469. C'est un simple billet du souverain et il ne prescrit lui-même aucun mode particulier de composition des draps. Mais en 1513 nous trouvons un mémoire de la dame de Roubaix demandant la confirmation par lettres patentes de ce billet insuffisamment officiel. Le mémoire décrit en détail les conditions dans lesquelles on sollicite l'autorisation. Il s'agit de pouvoir travailler « trois sortes de draps prins hors de trois laines, anglese, espagne et veaurisse (toison du pays), léale denrée dont la première sorte sera au prix de trente-six sous l'aulne, que l'on nommera Oultre fin de Roubaix, de vingt-cinq à trente aulnes de long et deux aulnes et demy-quart de large entre deux lisses. La seconde se nommera Grand Lez de Roubaix, au prix de vingt-huit à trente sous l'aulne, de vingt-neuf à trente aulnes de long et de deux aulnes de large entre deux lisses, et fauldra que le drap poise soixante-dix livres venant du tristrant etc... le tout sans teinture » (1).

On le voit, rien n'est laissé à l'arbitraire. La lon-

(1) Archives de Roubaix, H. H., 11.

gueur de l'étoffe (1) et sa largeur sont déterminées. Son nom, son poids, son prix sont prévus

Par la suite, presque tous les règlements porteront aussi l'indication du nombre des fils qui doivent être mis en chaîne. Parfois, mais rarement, ce nombre de fils variera entre un minimum et un maximum. Ainsi dans l'ordonnance relative à la fabrication des serges de Nîmes : « Elles seront larges de trois quarts et demi et la chaîne sera composée de mille à mille deux cents fils avec vingt fils et une demi-taille de grâce » (2).

En même temps qu'ils formulaient une prescription, les règlements imposaient souvent des mesures destinées à en faciliter le contrôle. Ainsi, dans l'ordonnance relative aux étoffes dites « grisettes » : « Les pièces auront un pouce et demi de filets non tissés, afin de permettre la vérification des égards (3) ». Et à propos des calemandes : « On laissera à chacun des bouts des calmandes un pouce et demi de chaîne sans être tissée en dedans les entrebattes et nouée par parties égales de cinquante fils (4) ».

On fixe aussi la largeur des rots. On en interdit la livraison avant contrôle et poinçonnage au bureau de

(1) Par la suite, la longueur sera souvent facultative (Archives de Roubaix, H. H., 41, f° 131, verso).

(2) Archives communales, H. H., 32.

(3) Archives de Roubaix, H. H., f° 131, verso.

(4) Archives de Roubaix, H. H., 41, f° 105, verso.

l'égarderie (1). Les rots et les lames porteront une marque d'approbation indiquant le nombre de fils qu'ils doivent contenir (2). Tous les règlements exigent, en outre, le nom de l'ouvrier, sa marque ou son enseigne au chef de la pièce (3), quelquefois sur chaque bout (4).

Après 1513 les premières réglementations que nous rencontrons sont celles portées par les statuts corporatifs, homologués en 1554 par Charles Quint. Puis, nous trouvons, en 1609, l'ordonnance des archiducs Albert et Isabelle.

Ensuite le magistrat, sous le contrôle de l'Intendant, va se substituer au pouvoir central.

Voici dans quelle occasion :

Lille, le 17 juillet 1696, avait autorisé l'entrée dans ses murs de plusieurs étoffes dont Roubaix avait depuis quelque temps entrepris la fabrication. C'était indirectement reconnaître la légitimité de cette fabrication. Mais comment ces étoffes, serges de Nîmes, raz de Nîmes, etc... devaient-elles être exactement réglementées? A quelles conditions les égards pouvaient-ils y opposer leur scel? En l'absence d'ordonnance précise, il semble qu'ils furent assez embarrassés quand on les

(1) H. H., 41, f° 135, verso.

(2) H. H., 41, f° 131, verso.

(3) H. H., f° 53, verso.

(4) 27 mars 1757, Ordonnance du magistrat de Roubaix, H. H., 31, f° 131, verso.

leur présenta. Ils laissèrent passer bon nombre de pièces défectueuses et ce fut à tel point que la réputation de Roubaix, jusque là intacte, en ressentit (1).

C'est alors que les gens de loi de Roubaix prirent l'initiative d'un règlement qui porte la date du 16 juin 1697. Les égards et « la plus saine partie des manufacturiers » avaient été appelés à y concourir. Mais quelques gros manufacturiers « mal intentionnés, au nombre de trois ou quatre seulement, » refusèrent de s'y soumettre et l'affaire fut portée devant la justice. L'Intendant de Flandre, Dugué de Bagnols, entendit les parties et dressa procès-verbal de « leurs raisons ». Sur rapport de M. de Pontchartrain, Contrôleur général des Finances, le Roi, en son Conseil, confirma le règlement, le 11 août 1699 (2).

Dès ce moment, le magistrat ne cesse de s'occuper d'une façon régulière de la fabrication. A même de connaître et d'apprécier dès leur apparition les inventions nouvelles, il les consacrait en les réglementant. Son intervention évita l'uniformité dans le mode de travail des étoffes, écueil à craindre du système.

Mais, nous l'avons dit, le magistrat resta sous le contrôle de l'Intendant et le pouvoir central se réservait d'intervenir encore le cas échéant (3).

(1) Archives de Roubaix, H. H., 48, N° 40.

(2) Arrest du Conseil d'Etat, qui confirme, approuve et autorise le règlement fait le 18 juin 1697, par les bailli et échevins etc... Archives communales, H. H., 16, 66, placard imprimé.

(3) H. H., 41. 1^{re} 85; H. H., 41, 1^{re} 113.

En 1732, notamment, le Conseil d'Etat publie un arrêt très important et très minutieux relatif à toutes les étoffes de bourgeteries et de sayetteries qu'on fabrique à ce moment.

Le magistrat, dans ses réglementations ultérieures, ne pourra s'écarter des principes posés par ce règlement. Plus d'une fois, en les transgressant, il se fera rappeler à l'ordre.

Le magistrat statue spontanément ou à la requête des égards. Le plus souvent c'est à la requête des égards, qui ne sont que l'interprète des manufacturiers. C'est toujours le désir, le besoin des intéressés qui est à la source de l'évolution de la fabrique. Ainsi les statuts eux-mêmes n'avaient été que l'homologation du projet conçu et rédigé par les manans de l'époque.

Roubaix attachait toujours une grande importance aux règlements de fabrique.

Il tint à ce qu'ils fussent très précis, surtout à ce qu'ils fussent strictement observés. Persuadé que garantir effectivement la qualité de ses produits était la seule façon d'attirer et de conserver quelque crédit, il attachait à cette observance la fortune de sa manufacture. Aussi surveilla-t-il toujours de très près l'exécution des règlements.

Cinq égards, choisis parmi les maîtres, étaient particulièrement chargés de ce soin.

C'est de leur vigilance et de leur probité que devait

dépendre l'acquisition d'une réputation et la conquête d'une clientèle.

*
* *

Création et nomination des égards. — L'absence d'égards à Roubaix avait été un des prétextes invoqués par Lille, en 1553, quand elle avait tenté d'y faire interdire, par le Conseil privé du roi Charles-Quint, la fabrication des tripes de velours et des bourgeteries : « On y pourrait abuser ainsi, disait-elle, les simples gens et étrangers » (1).

Le roi n'accorda pas l'interdiction mais il prescrivit la création d'égards-jurés : « Seront tenus lesdits de » Roubaix avoir des eswards, lesquels visiteront les » pièces et ouvraiges faictes audict Roubaix, afin que » fraudes ne se commect en iceulx. »

Les égards avaient d'autres fonctions que leurs fonctions de surveillance. On ne peut négliger d'en faire mention.

Ils ont été créés en 1554. Ils sont au nombre de cinq. Ils ont été la première fois désignés par le seigneur et le magistrat. Chaque année, deux d'entre eux se retirent. Ils font place à deux nouveaux venus qui rempliront la charge avec les trois maîtres restants, « les trois vieilles maistres qui demeureront ». C'était

(1) H. H., 11.

toujours le bailli, représentant du seigneur, et les échevins qui procédaient à ce renouvellement partiel avec le concours des égards en fonctions.

En 1609, au moment de l'ordonnance des archiducs autrichiens (1), les cinq égards furent remplacés. Ils sont nommés par le même pouvoir, par le bailli du seigneur et les gens de loi. On les voit prêter serment devant les Président et gens de la Chambre des Comptes de Lille.

Puis le mode des renouvellements partiels reprend comme par le passé.

En 1697, un changement très important se produisit : les égards furent nommés par l'échevinage qui eut aussi le pouvoir de les révoquer. Mais il ne semble pas que leur indépendance en souffrit.

Dès ce moment, on peut distinguer parmi les égards deux catégories : les égards comptables et les autres.

Les égards comptables. — Le magistrat indique dans son ordonnance que deux d'entre eux seront chargés de tenir « registre des dépenses et des recettes » relatives au corps de métier. Trois « plus expérimentés au fait de la manufacture » ne sont « tenus qu'à la direction du scel et à mettre à exécution notre ordonnance » (2).

(1) H. II., 12, N^{os} 1 à 5.

2) Archives de Roubaix, H. H., II, N^o 6.

Le nombre réglementaire ne se maintint pas régulièrement. Il descendit à quatre, à trois, parfois à deux titulaires, surtout au début du dix-huitième siècle (1).

Ce n'est pas que les fonctions de police des égards devinssent moins lourdes.

C'est qu'à ce moment les égards se sont presque complètement renfermés dans leurs attributions de comptables. Des aides les remplacent presque complètement dans leurs fonctions de police.

Nous voyons dans leurs comptes que les égards, chargés de l'examen des chefs d'œuvre, touchaient les droits de maîtrise. C'est eux aussi qui encaissaient les sommes payées pour l'apprentissage. Les droits de scel, les amendes complétaient l'ensemble des recettes.

Les égards avaient à payer le salaire de leur valet, des auneurs et des jurés ambulants qui les aidaient dans leurs fonctions de police.

Ils versaient aussi une certaine somme au bailli, pour la surveillance de la manufacture, aux échevins pour leurs vacations, au greffier et aux sergents pour services rendus à la manufacture. Le bailli et les échevins recevaient aussi une rémunération spéciale le jour où ils assistaient à l'« audition du compte ».

Les Egards eux-mêmes touchaient un salaire sur toutes les pièces qu'ils marquaient du scel. Ils avaient droit à une portion des amendes et à des droits de maîtrise.

(1) Ordonnance du 12 mai 1554. Le billet de 1469 parlait déjà d'un.

Ils touchaient une somme exceptionnelle pour certaines vacations extraordinaires, pour le surcroît de travail qu'exigeaient certaines ordonnances (1).

Un autre article annuel était la messe du jour de la Transfiguration ; le prix des torches portées à la procession de la dédicace.

Enfin, les grosses dépenses consistaient dans le paiement des impôts, dans les sommes consacrées à payer les revenus et l'amortissement des emprunts, dans les démarches, mémoires, présents, frais de procédure et honoraires d'avocats à l'occasion des procès avec Lille.

Les égards et leurs fonctions de surveillance. — Comment les égards exerçaient-ils leurs fonctions de surveillance ?

Aucune pièce ne pouvait sortir des mains du fabricant sans porter le scel de la manufacture.

Les égards ou, avant 1697 et seulement sur les pièces autorisées par la concession de 1554 un agent du bailli étaient chargés d'appliquer ce scel aux pièces faites en conformité des règlements. Ainsi toute la fabrication devait leur passer sous les yeux. C'étaient les ouvriers qui devaient apporter leurs pièces aux égards, pour les faire visiter et sceller, « si faire se doit, d'un fer aux armes de Roubaix » (2).

(1) Surveillance relative au déchet ou pluquin. Compte de l'année 1735

(2) Sceau ou marque.

Cette visite se faisait en un lieu et à des jours désignés. Jusqu'au début du XVIII^e siècle l'égarderie se tient dans une tourelle de la halle indépendante du château. Puis un local distinct lui est affecté (1). Enfin, une maison est louée sur la place, et vers 1750 et les années qui suivent une construction spéciale est élevée pour cet usage.

En dehors des jours désignés, fixés à deux par les règlements de 1554 et de 1609, les égards ne seront tenus d'apposer le scel que moyennant une double rétribution. L'obligation de se présenter à la visite n'était pas toujours scrupuleusement remplie par les fabricants. Pour éviter la mise en circulation de pièces qui ne fussent pas revêtues de leur scel, il fallait que les égards, quittant leur chambre de contrôle, fissent des tournées de surveillance. Dès 1554, on voit que les « ouvriers devaient ouvrir leurs maisons aux égards et déclarer le nombre de leurs outils. » Et dans les comptes des égards se retrouvent la trace des dépenses faites par eux en allant visiter les outils.

Ils étaient guidés dans leurs visites peut-être par le juré-ambulant; aussi par des dénonciations intéressées. L'article 11 de l'ordonnance de 1697 affecte, en effet, au dénonciateur un quart des amendes qui seront appliquées.

(1) Les comptes des égards mentionnent le prix de location de ce bureau.

Les archives offrent en quantité des exemples de saisies faites chez des particuliers (1).

Ni les visites à l'égarderie, ni les descentes et les saisies domiciliaires ne suffirent à empêcher les fraudes. Aussi voyons-nous les égards tenter de les réprimer même après la mise en circulation des marchandises. C'est ainsi qu'ils vont jusqu'à faire le guet pour saisir les contrevenants.

Sur avertissement donné au bureau de la manufacture, les égards, le 10 juillet 1733 « se rendent au carfour par où passent les voitures de Roubaix pour Lille, dans l'endroit appelé Grand-Chemin, proche le bourg, où étant ils interpellent un voiturier de dire ce qu'il y avait de caché dans un sac sur son chariot, lequel répond que ce sont des joliettes étoffes appartenant à un manufacturier de Roubaix et que c'étoit la troisième fois qu'il en menoit à Lille ». Le sac ouvert, on y trouve cinq pièces de « camelots blancs, avec des fleurs parsemées et figurées de fil de lin blanc ». Or, ces étoffes n'étaient point plombées et d'ailleurs la fabrication en était interdite à Roubaix. Les égards saisirent les pièces et appelèrent le fabricant devant la justice de Roubaix qui le condamna à cent florins d'amende (2).

Les égards poursuivent la fraude plus loin encore.

(1) V. une saisie à Mouvaux. Pièces justificatives.

(2) Compte des égards de la manufacture (Archives de Roubaix, H. H., 55). Aussi H. H., 41, f° 40 verso.

Dans leurs comptes, entre 1710 et 1719, se rencontre plusieurs fois la mention « Salaire des consignes aux portes de Lille, commises pour arrêter les pièces non plombées ou de fabrique frauduleuse » (1).

Le champ de la juridiction des égards. — Le champ de la juridiction des égards varia pendant les trois siècles qui font l'objet de notre étude. Tout au début, elle est limitée à la paroisse, ou, pour être plus exact, au « bourg ».

Progressivement, elle s'étend par l'usage, en même temps que la concession, à un territoire plus vaste. L'ordonnance de 1609 divisera l'ensemble des villages de la châtellenie de Lille en trois districts ayant chacun leurs égards : Roubaix, Tourcoing, Wattrelos. Les villages du district de Roubaix sont : Roubaix, Croix, Wasquehal, Marcq-en-Barœul, Flers, Hem.

Dans leur district, le droit de surveillance des égards est-il exclusif?

Il faut distinguer.

En matière de réglementation générale, je veux dire s'il s'agit des concessions dans l'exercice desquels Roubaix doit se renfermer, le droit de surveillance du magistrat et des égards de Roubaix est partagé par Lille.

En matière de réglementation locale, je veux dire

(1) H. H , 23. Pièces justificatives.

s'il s'agit de l'exécution des ordonnances relatives au mode de fabrication de telle ou telle étoffe déterminée, le droit de police de Roubaix est exclusif.

En matière de règlements généraux, Roubaix ne pouvait pas s'opposer à l'inspection de Lille. Lille, détentrice au moins en fait d'une autorité particulière, pouvait prétendre, vis-à-vis du plat pays, à des droits assez étendus. Elle était libre de discuter quelles fabrications étaient autorisées à Roubaix. Nous l'avons vue sur ce terrain animée d'une ardeur qui ne se ralentit jamais.

Mais les droits de fabrication acquis, il est certain qu'elle n'avait point à contrôler le détail de leur exercice. Peut-être le fit-elle, et nous en avons quelques exemples, mais ce fut sans droit et jamais sans soulever de protestation. L'article 88 d'un important règlement du 19 avril 1732, est particulièrement formel sur la question : « N'entends néanmoins que les manufactures du bourg de Roubaix et ses dépendances soient, pour ce, sujettes à l'inspection, soit des magistrats ou de la Chambre de Commerce, soit des corps de sayetterie et bourgeterie de la ville de Lille, voulant que lesdites manufactures demeurent, ainsi qu'elles l'ont été jusqu'à présent, soumises à la police et juridiction des magistrats dudit Roubaix. »

C'est qu'en matière de réglementation locale, Roubaix a l'exclusivité dans son district, de l'inspection et de la juridiction. Nul n'y peut faire brèche.

Le 23 août 1747, les égards de Lannoy saisissent à Hem une chaîne défectueuse. Roubaix proteste ; Lannoy se défend ; et, après cinq années, une sentence intervient qui donne tort à Lannoy et ordonne la restitution de la chaîne, sauf à Roubaix à procéder contre le contrevenant, suivant la rigueur des ordonnances.

Il y a plus. Le champ de surveillance des égards dépasse les limites du district de Roubaix. On en a plusieurs exemples : Le 22 avril 1720, Mgr Méliand, Intendant de Flandre, autorise « par provision » les maîtres égards et suppôts du corps et stil de la manufacture de Roubaix « à faire leurs visites chez tous les manufacturiers du village de Mouvaux et autres lieux dépendant de Tourcoing pour y égarder ou visiter les marchandise que les manufacturiers de Roubaix et *autres* y font (1) ».

Si je cite le texte exact, c'est que la mesure est exceptionnelle. Les mots « par provision » l'impliquent et elle n'est d'ailleurs obtenue que sur requête (2). Il y a une autre raison de le croire ; c'est que, dans l'exercice de leur pouvoir provisoire, les égards furent « empêchés d'une manière insolente et tumultueuse qui pour ainsi dire les expose au péril prochain de perdre la vie. » Des incarcérations suivirent et une seconde

(1) H. H., 41, f° 31, verso.

(2) H. H., 55.

ordonnance confirmative dut venir renforcer le pouvoir des égards (1).

Ce ne sont pas seulement ses manufacturiers que Roubaix veut visiter hors de son district, mais les autres.

Malgré le caractère provisoire de l'ordonnance, il faut croire que les égards s'en prévalurent longtemps, quitte à invoquer des prétextes, puisqu'en 1743 le magistrat de Roubaix déclare que les visites faites à Tourcoing n'entendent pas préjudicier au magistrat de ce district, mais doivent être considérées comme des visites de maîtres à ouvriers ..

En 1751, la même autorisation est renouvelée par l'Intendant de Flandre sur toutes les paroisses voisines du district de Roubaix, qu'elles dépendent de Tourcoing ou d'ailleurs. Tourcoing a les mêmes droits et il y a donc sur ces territoires cumul de surveillance. Les contraventions seront jugées par les gens de loi de la localité. Ce caractère territorial de la juridiction devait être la règle, à moins que l'on ne déferât du premier coup la contravention à l'Intendant, plus ordinairement juge d'appel.

Si l'on rencontre Roubaix et Tourcoing sur le même champ et si l'on rencontre Roubaix à Tourcoing, il n'y a point cependant pénétration réciproque des deux juridictions. Roubaix garda toujours chez lui l'exclusivité.

(1) H H., 41, f° 33.

Comment expliquer, alors que personne ne pût jamais empiéter sur son terrain, que Roubaix vit ainsi s'étendre exceptionnellement sa juridiction (1).

Il le faut attribuer d'abord à la réputation de ses Égards. Leur probité et leur vigilance, en même temps qu'elles apaisaient complètement le pouvoir central sur la bonne police du district, lui faisait accueillir favorablement les requêtes qu'ils pouvaient faire en vue d'étendre leurs pouvoirs.

Ce bon renom était à tel point établi que Tourcoing demande à Roubaix la « rédaction d'une instruction sur l'Égarderie pour être suivie à Tourcoing » (2).

Ainsi encore en 1726, le greffier de Tourcoing et la veuve du sieur Lefebvre, marchand en cette ville, vendent à la manufacture de Roubaix leur droit d'égarder et plomber les étoffes fabriquées à Mouvaux « pour favoriser la bonne police qui s'observait avec plus de régularité à Roubaix qu'en beaucoup d'autres lieux (3).

L'achat du droit de plomber, c'est l'achat des redevances qui accompagnaient l'apposition du scel. Les Égards de Roubaix firent plus d'une acquisition de ce

(1) Le 16 décembre 1723, l'Intendant de Flandre, sur la requête des égards, l'étend à Wattrelos, Lys-lez-Lannoy, Leers, Toufflers, Sailly, pour y faire observer les privilèges et les ordonnances de police (Archives de Roubaix, H. H., 41, p. 49, verso).

(2) Archives de Roubaix, H. H., 55. Comptes des égards.

(3) Archives de Roubaix, H. H., 20 et 56.

genre. Le 21 juin 1703, ils avaient payé 750 livres un droit analogue (1).

Nature, jugement et sanction des contraventions. —

Les malfaçons ou les fraudes pouvaient revêtir mille formes. Voici en quoi consistaient quelques-unes des plus répandues. Les étoffes pouvaient n'avoir point la longueur ou la largeur réglementaire. Si faciles à constater que pussent être les contraventions de ce genre elles étaient multiples (2).

Parfois la largeur réglementaire était atteinte. Mais le tisserand n'avait pas mis en chaîne le nombre de fils exigé (3). Il encourait l'amende.

La méritait encore celui qui dépassait la largeur prescrite mais sans cependant augmenter le nombre de fils qui devait (4) entrer dans la composition d'un tissu de dimension normale.

Lille, toujours avide de prendre Roubaix en défaut, saisit un jour une pièce de tissu sous prétexte qu'elle contenait dans sa largeur, qui était du reste régulière,

(1) « Reçu d'une somme de 750 livres délivrée à Charles Lecomte, échevin de Roubaix, et à Antoine de Surmont, pour l'acquisition à eux faite du droit de scel sur les étoffes fabriquées dans les bourgs de Neuville, Linselles, Roncq, Mouvaux. Ce droit consistait en 18 deniers sur chaque pièce » (Archives de Roubaix, H. H., 41, f° 43).

(2) Archives de Roubaix, registre de la manufacture, H. H., 41, f° 40.

(3) Archives de Roubaix, registre de la manufacture, H. H., 41, f° 28, verso.

(4) Archives de Roubaix, registre de la manufacture, H. H., 41, f° 29, verso.

un nombre de fils supérieur au nombre prescrit. Les gens de Roubaix protestèrent à bon droit contre cette prétention, affirmant que le nombre de fils indiqués par les règlements était un minimum au dessous duquel on ne pouvait descendre mais qu'il était loisible de dépasser. La qualité de l'étoffe ne pouvait qu'y gagner.

Les égards n'appliquaient de leur plein droit que les petites amendes (1). Quand ils estimaient la contravention suffisamment grave, ils en dressaient procès-verbal (2). Ils requéraient alors le sergent d'assigner le contrevenant (3).

A la suite de cette assignation, celui-ci comparaisait aux plaids des gens de loi, juges de droit commun, qui appliquaient la peine méritée. Les sanctions prévues par les règlements étaient l'amende, ou, si la faute était plus lourde, la division des pièces en coupons (4). Cette sanction n'évitait pas l'amende à son auteur. Parfois aussi on coupe les chaînes sur le métier; on confisque et on rompt les outils (5). Les

(1) Article 19 de l'Ordonnance de 1609.

(2) H. H., 41. f° 34, verso.

(3) Les sergents ou messiers sont commis par le seigneur pour exécuter les ordonnances des juges et faire les exploits. Ils sont chargés de la police communale et rurale. Ils furent de bonne heure au nombre de quatre à Roubaix (LEURIDAN. *Histoire des institutions communales et municipales de la ville de Roubaix*, p. 32. Veuve Béghin, Roubaix, 1863).

(4) Ordonnance de 1554 (12 mai).

(5) « Ce qui est déjà fabriqué et commencé de la dite pièce sera coupé de la chaîne, laquelle, pour être mise en œuvre sera élargie en adjoignant des filets suffisamment et .. le harnat sera retenu par les égards et rompu pour ne plus servir à l'avenir (Archives de Roubaix. H. H., 41, f° 405 .

amendes étaient le plus souvent proportionnées à la fréquence des fautes. Elles étaient plus considérables au cas de récidive qu'à la première fois : Liévin Defrenne, le 10 janvier 1722, est condamné, pour courtresse de 126 filets dans une chaîne de calemande, « à 14 florins seulement, attendu que c'est la première contravention (1) ». Les amendes suivent quelquefois, et d'une façon assez curieuse, la gradation de la faute dans une progression presque parallèle : Le 26 juin 1714, le magistrat, « vu le procès-verbal de visite des égards du corps de métier des hautelisseurs de Roubaix, condamne en amende les particuliers trouvés en défaut d'avoir tenu le nombre de 1.850 fils dans les chaînes de calemandes « à l'advenant de cinq patars de chacune dizaine de fils trouvés de moins en remontant jusques à cinquante. Et après ce nombre, les amendes seront par ledit magistrat arbitrées, aussi bien qu'en cas de récidive (2). »

Diverses mesures prises à l'endroit des égards. —

De nombreuses mesures étaient prises en vue de faciliter la tache des égards. On les trouve dans les ordonnances émanées du pouvoir central ou dans celles du magistrat.

(1) Archives de Roubaix, registre de la manufacture, H. H., 41, fo 40, verso.

(2) H. H., 41, fo 28, verso.

On sait que les fabricants doivent apporter eux-mêmes leurs pièces au bureau du scel. En outre, ceux qui tiennent ouvroir, doivent ouvrir leur maison aux Égards et déclarer le nombre de leurs outils (1). C'est encore pour rendre la police de la fabrication plus aisée que les maîtres, au début, ne peuvent travailler ni faire travailler au dehors sous peine d'amende (2). Cette interdiction sera renouvelée, mais le mot Roubaix comprendra un sens de plus en plus étendu et des tolérances se glisseront dans l'observation de la règle.

D'autre part, et afin que les égards « ne soient empeschés en leurs dites charges, nulles personnes que ce soient ne leur pourra dire ou faire quelque injure en faisant leur office ou à cause d'iceluy, à peine de six florins d'amende pour chaque fois et en outre de punition arbitraire ».

On voulait aussi assurer l'impartialité des égards. On avait pris à cet effet des mesures préventives (3).

« Quand les ouvrages serout apportés à l'égard et scel, les marques et enseignes, tant du maistre que de l'ouvrier, seront tellement remplies en dedans la pièche, cousues et cachées, que par là les dits égards

(1) Ordonnance du magistrat de juin 1554. Le mot outil est employé pour le mot « métier » ; je veux dire le métier, instrument de travail ; le métier, profession, se dit « stil » : le « stil de bourgetrie » ou « de sayetterie ».

(2) Article 3 du règlement des égards du 27 novembre 1554.

(3) Article XXIV, Ordonnance du 12 mai 1554.

ne puissent cognoistre le maistre et l'ouvrier (1). Le même article de l'ordonnance de 1609 prévoit et prohibe tout « autre signe extérieur », de nature à faciliter les compromis, « comme un filet de couleur ou autre ».

C'est à celui qui apporte sa pièce à l'égarderie d'observer ces obligations ; c'est lui, s'il les néglige, qui en supportera la sanction : « s'il présentait les dictes marques tellement découvertes que l'on les pourrait reconnaître, il escherra en amende pour chaque fois de douze patars ».

S'il y a mal façon, l'Égard est tenu, avant de découvrir les marques de la pièce, de dire à qui incombe la faute, du maître ou de l'ouvrier, et d'appliquer l'amende à celui qui l'a méritée (2).

Il y avait aussi des mesures répressives. Les égards étaient responsables de toutes les mal façons qu'on pourrait trouver dans une pièce, dès qu'ils s'en étaient portés garants en y apposant leur scel : « S'il advenait que des pièces marquées du scel de la ville fussent trouvées, soit dans les foires, soit aux mains des marchands, de mauvaise façon et indigne de porter le scel, ceux qui les auraient scellées seraient tenus de les reprendre et d'en rembourser la valeur, et ils seraient punis arbitrairement. »

D'ailleurs, bien que les égards eussent droit à une

(1) Ordonnance de 1609, article 19.

(2) Article 19, Ordonnance du 13 mars 1609.

part des amendes appliquées à la suite des contraventions, on ne put jamais leur reprocher une sévérité excessive. Une ordonnance de 1750 défend de faire travailler dans les villages où les égards ne peuvent exercer leur inspection, et l'amende est fixée par l'ordonnance à cinquante florins. Neuf contraventions sont constatées dans l'année. Elles sont modérées à neuf florins douze patars; même l'une, infligée au sieur Joseph Roussel, est réduite à deux florins huit patars, « en considération qu'il est le premier contrevenant à la dite ordonnance (1) ».

Les égards n'étaient point davantage suspects d'une indulgence coupable, et il ne semble point que de ce côté non plus ils se soient laissé guider par un intérêt quelconque. Même quand ils sont nommés par le magistrat, révocables par lui, leurs comptes portent des contraventions à l'actif du lieutenant et des échevins. Quant à leurs propres ouvrages, ils ne peuvent participer à leur visite, ni même y assister (2).

Les aides des égards. Leur salaire. — A mesure que la fabrique se développa, les pièces à examiner devinrent de plus en plus nombreuses. Au milieu du XVIII^e siècle, on présentait annuellement 30.000 pièces au scel (3). Mais, en raison justement de ce

(1) Archives de Roubaix, H. H., 25, N^o 5.

(2) Article 23, Ordonnance de 1554.

(3) Voir les comptes des égards, *passim*.

surcroît excessif d'occupations, les égards se renferment de plus en plus dans leurs attributions de comptables, laissant à leurs « servants » le plus lourd de la charge. Dès 1732 (1), nous voyons les auneurs, qui n'étaient au début que de simples aides, choisis et considérés comme des égards jurés, aptes à constater si les pièces apportées au scel sont travaillées en conformité des règlements. Nous savons aussi qu'il y a, dès le début de la fabrique, un « juré ambulant ».

Le 10 juin 1572, on en crée un second. Ces deux commis sont chargés d'appliquer un plomb sur les pièces avant qu'elles ne soient retirées de « l'outil » ou métier. Ils « feront diligemment la ronde par tout le district et marcheront tous les jours ouvrables pour apposer le plomb d'outil (2) ».

Les égards recevaient une rémunération de leurs services.

Avant 1712, l'égarderie touchait quatre deniers parisis de chaque pièce portée au scel (3), un tiers des amendes (4), un tiers des droits d'entrée payés par les maîtres. A cette date de 1712, au lieu du tiers, c'est

(1) Voir les comptes des égards, 1732-1734.

(2) Article 25, Ordonnance de 1554. H. H., 41, f° 26, registre de la manufacture, Archives communales. Ce plomb s'applique avant que la pièce soit retirée de « l'outil » ou métier.

(3) Article 5 des statuts de 1554.

(4) Ordonnance du 12 mai 1554. Les deux autres tiers vont au seigneur et au corps de métier,

la moitié des droits de scel (1), la moitié des amendes et des droits de maîtrises qui leur sont attribués. Mais, par suite des dépenses nécessitées par la défense de la manufacture, ces droits de scel suivirent bientôt une progression rapide. Doublés en 1726, ils sont triplés l'année suivante. On ne pouvait plus songer à en abandonner la moitié aux égards. Dès lors, avec leur part dans les amendes et les droits de maîtrises, ils ne touchèrent plus, comme au début, sur chaque pièce scellée, qu'un droit qui fut fixé à un liard par pièce. Ces diverses rétributions sont partagées avec les auneurs et le juré ambulant (2). Ces auneurs et le juré ambulant touchent aussi un traitement fixe (3).

Il est aussi tenu compte aux égards, sur état, de leurs vacations pour services extraordinaires, voyages, démarches dans l'intérêt du corps de métier (4).

La fonction d'égard fut toujours un titre de considération. On choisit l'égard parmi les fabricants, de préférence parmi ceux reconnus pour « gens de grande probité et les plus expérimentés dans la fabrique (5) ».

La fonction n'était pas obligatoire, c'est-à-dire que le refus de la remplir n'entraînait pas de sanction. Il semble pourtant qu'il y ait eu à s'y soumettre une cer-

(1) V. comptes des égards de 1712.

(2) Comptes des tripiers et égards, Archives de Roubaix, H. H., 55.

(3) V. les comptes des égards, notamment 1739.

(4) Les comptes de chaque année mentionnent ces frais.

(5) Archives de Roubaix, H. H., 25.

taine obligation morale. On voit aux comptes des égards, à propos d'un certain Lezy, qui avait rendu de grands services à la manufacture : « Nous le déchargeons de la charge d'Egard-Juré de la manufacture pour les bons services qu'il nous a rendus ».

Certains Egards n'ont été que titulaires de cette charge. Ils la faisaient alors exercer par un maître agréé qui accomplissait en leur nom la période assignée au mandat (1) et que sans doute ils indemnisaient.

Entre temps, mais d'une façon assez rare, lors des tournées de l'Intendant de Flandre ou plus exactement de son subdélégué, le contrôle du pouvoir central s'ajoutait à celui des égards.

En 1745 nous voyons les « inspecteurs ou contrôleurs des jurés », créés depuis un certain temps par le pouvoir royal, imposés à la communauté de Roubaix. Mais l'office de contrôleur fut racheté. En 1748 les manufacturiers acquittent de ce chef une taxe de 1.088 livres.

Par son édit du mois d'août 1758, le roi devait créer des offices nouveaux. Il ne dissimulait d'ailleurs pas qu'il voyait surtout dans cette création une mesure de fiscalité. Cette fois encore les manufacturiers évitèrent aisément l'intrusion du pouvoir officiel en payant la moitié de la somme qu'ils avaient acquittée la première fois.

(1) V. Comptes des égards, notamment ceux de 1664 et de 1672.

*
* *

L'examen des pièces par les égards peut aboutir à deux résultats bien différents. Les étoffes visitées sont par eux « scellées, si faire se doit, d'un fer aux armes de Roubaix, ou, au besoin, justiciées (1) ».

Si la pièce est défectueuse, elle est « justiciée ».

Quand les malfaçons ne sont pas essentielles, le maître ou l'ouvrier sont seulement frappés d'une amende et la pièce est marquée d'un scel spécial dit « scel barré » (2). Après 1697, on y met un plomb portant « une efforce » (3).

Quand on juge, au contraire, que l'amende est une sanction insuffisante, les pièces sont « coppées par coppons » et on n'y appose pas le scel, afin de montrer que telles pièces ne sont pas dignes d'avoir cours « comme autres auxquelles soit advenu un petit accident. »

Si la pièce est conforme aux règlements, les égards la revêtent de leur scel.

Le premier privilège accordé à Roubaix, en 1469, décide que les étoffes porteront « sçaul et marque ». Et

(1 et 2) Ordonnance impériale du 12 mai 1555. Le premier privilège de 1469 déclare que les draps porteront « sçaul et marque » pour « tant mieulx avoir issue ».

(3) V. règlement de 1697, Archives de Roubaix, H. H., 14. Efforce, peut-être efforge, tenaille, en employant le nom de l'instrument pour désigner l'empreinte qu'il produit.

il ajoute que cette mesure est prise « pour tant mieux en avoir issue ». C'est qu'en effet imprimer sa marque sur un produit, c'était en garantir la qualité et en prendre en quelque sorte la responsabilité devant l'acheteur. Aussi importait-il que le scel ne fût apposé qu'à bon escient. C'était l'intérêt du consommateur et c'était celui du fabricant.

Tromper le consommateur, en appliquant le scel sur un produit médiocre, c'eût été compromettre la marque de fabrique qu'il constituait. De la part d'un corps de métier, c'eût été, avec sa réputation, risquer la perte de sa clientèle.

Si l'on en croit les auteurs les plus compétents, il semble cependant que les règlements sur le travail des fabriques ont été généralement en France assez mal observés (1). C'est peut-être que les prud'hommes, artisans eux-mêmes, étaient intéressés souvent à fermer les yeux sur les fautes commises. Ils s'en rendaient coupables comme les autres.

On peut dire qu'il n'en était pas ainsi à Roubaix. Nous savons que la vigilance des égards y était grande et qu'ils se multipliaient de toutes façons pour saisir la fraude sous quelque forme qu'elle se présentât. Aussi bien avons-nous cité particulièrement une clause des statuts de 1554 : « Si des pièces étaient trouvées dans » les foires ou aux mains des marchands de mauvaise

(1) LEVASSEUR, p. 325, t. I, *op. citat.*

» façon et indigne de porter le scel, les égards qui
» les auraient scellées seraient tenus de les reprendre,
» d'en rembourser la valeur et seraient punis arbi-
» trairement. » Mettre une sanction sévère aux fléchissements des consciences, il faut bien constater que ce fut toujours le meilleur moyen d'en maintenir la scrupuleuse rigidité. Il faut d'ailleurs rendre cette justice aux égards de Roubaix que les sentences des échevins ne nous signalent aucune application de cette sanction. C'est donc, il faut le penser, qu'elle fut superflue.

Il n'y a guère, dans l'histoire de Roubaix, qu'une époque où il y eut comme un fléchissement dans sa réputation. Il revenait « au magistrat que des marchands de Hollande et d'autres pays avaient refusé de recevoir des étoffes fabriquées à Roubaix parce qu'elles n'étaient point de la qualité ordinaire » (1). L'époque où se produisent ces plaintes (2) coïncide avec les années où le scel fut assez irrégulièrement appliqué par les égards.

Mais cela ne tenait point tant à une négligence de leur part qu'à l'impossibilité où ils se trouvaient, en l'absence momentanée de règlements intérieurs, de remplir leurs fonctions à bon escient. Ils sont les premiers à s'en plaindre et à réclamer un règlement :

(1) Archives de Roubaix, H. H., 48, procès de juridiction.

(2) Archives de Roubaix, H. H., 15.

leurs comptes établissent aussi que, vers cette époque, on n'apportait plus à l'égarderie qu'un assez petit nombre de pièces.

Le scel des égards n'était point la seule marque que portassent les pièces d'étoffes. Chaque maître, chaque valet, était tenu, au moment où il s'agrégeait à la corporation, de prendre et de faire enregistrer à l'Egarderie une marque ou une enseigne, « telle marque ou enseigne qu'il voudra (1).

Il devait apposer cette marque sur son ouvrage au moment où il sortait de ses mains. Le valet plombait lui-même son travail, le maître pouvait faire apposer sa marque par son valet. Cette désignation avait surtout pour but de faire connaître aux égards le fabricant de la pièce. Elle leur permettait ainsi, le cas échéant, de préciser les responsabilités.

Pour éviter que, par un subterfuge, les étrangers ne surprissent la bonne foi des égards, il était expressément défendu aux maîtres et valets de prêter leur marque ou leur enseigne à un ouvrier qui n'appartint pas à la corporation. La sanction était grave. C'est une amende de 30 florins ; et le « travail de la chaîne sera coupé par morceaux » (2).

Le règlement de 1554 voulait aussi que l'ouvrier fit appliquer un plomb sur sa pièce avant qu'elle ne fût

(1) Ordonnance impériale du 12 mai 1554.

(2) Archives de Roubaix, H. H., 41, fo 107, verso.

« jus de son métier » ou, plus tard, « transportée hors de sa demeure » Ce plomb, dit plomb d'outil (1) est apposé par le juré ambulant.

Quand elle avait reçu ces diverses marques, la pièce était soumise au scel des égards et livrée à la consommation.

(1) Archives de Roubaix, H. H., 41, f° 125. Et aussi article 25, Ordonn. de 1554.

CHAPITRE V

Les charges financières de la fabrique de Roubaix.

On ne ferait point un exposé complet des conditions économiques au milieu desquelles s'est développée l'industrie à Roubaix si l'on négligeait de donner une idée des charges financières qui la grevaient.

Les industriels de Roubaix avaient à subvenir à deux sortes d'impositions. Les unes peuvent être appelées générales. Ce sont celles qui les frappaient en tant qu'habitants de la commune et indépendamment de leur profession.

Les autres étaient spéciales et pesaient seulement sur les fabricants.

*
* *

Les impositions générales peuvent se subdiviser en impositions seigneuriales ou royales, provinciales, communales.

Le mode de répartition était le même pour chacune

d'elles. Chaque paroisse était taxée pour un chiffre global, proportionnellement au nombre de feux qu'elle contenait et chacun de ses habitants contribuait à former ce chiffre au prorata de ses facultés personnelles.

L'élément presque unique d'évaluation était la quantité de terre occupée. Nous verrons que cette façon de procéder entraînait plus d'un inconvénient et souleva plus d'une protestation.

Avant la Révolution, on percevait à Roubaix, au profit du Roi et de la province, les tailles, qui étaient ordinaires ou « de passage » ; les vingtièmes ; la capitation ; le don gratuit ; le denier César (1) ; les « sous pour livre » de l'octroi ; un impôt destiné à l'entretien des soldats provinciaux ; l'octroi de la province.

Au profit de la commune, on percevait la taille dite « des faux frais ou des mauvais dépens » ; le tonlieu du marché, tonlieu de mesurage et de pesée, et aussi de menus droits sur les échoppes et jeux, les jours de dédicace ; des droits d'octroi ; des droits de péage et de chausséage ; un droit dit « de brasserie ».

Ceux d'entre ces impôts qui intéressaient le plus l'industrie étaient, parmi les droits d'imposition royale, le vingtième ; parmi ceux d'imposition communale, les

(1) Droit perçu au profit du Roi sur « chacun muid de bled, seille, » sonerion, avoine, poids, fèves et autres ronds grains » vendus dans la paroisse.

droits de péage et de chausséage, et, à partir surtout de 1674, la taille des faux frais et des mauvais dépens.

Le vingtième frappait le revenu annuel des biens fonds, dont on tirait donc 5 %. Les marchands, négociants et artisans y furent assujettis, en 1750, pour l'exercice de leur métier (1). Ce droit est de 254 livres en 1750, de 508 livres en 1777.

Le tonlieu du marché était perçu à l'occasion du marché que la communauté était en possession immémoriale de tenir, le mardi et le samedi de chaque semaine. L'échevinage touchait « un patar de cent pesant sur les houblons, laines, sayettes et waures (2) ».

Les droits de péage ont été autorisés par lettres patentes du 22 novembre 1692. Ces lettres permettaient à Roubaix de lever pendant 12 ans, pour l'entretien des chaussées, des droits de péage. Ces droits furent successivement prorogés et accrus. Ils pesaient sur les chevaux chargés, passant aux avenues du bourg, sur les chariots attelés. L'industrie, surtout au XVIII^e siècle, où la production était très importante, dut contribuer à cette charge pour une large part (3).

(1) Archives de Roubaix, G. G., 98.

(2) Toisons.

(3) Les égards « se rendent au carfour par où passent les voitures de » Roubaix pour Lille, où étant ils interpellent un voiturier de dire ce qu'il y avait de caché sur son chariot, lequel répond que ce sont de joliettes « étoffes ; que c'était la troisième fois qu'il en menait à Lille, » (H. H., 28, Archives de Roubaix). Voir pièces justificatives.

Quant à la taille communale « des faux frais et des mauvais dépens », son nom est significatif. Destinée à faire face aux imprévus, aux « faux frais », aux « mauvais dépens », elle était extrêmement variable, montait et descendait comme une sorte de baromètre indicateur, selon les besoins de la communauté.

Elle était établie à Roubaix sur les mêmes bases que dans toute la province. Le magistrat local la répartissait entre les contribuables suivant la quantité de terre que chacun occupait. Je viens de dire que ce mode d'évaluation était fort imparfait. La taille des faux frais étant souvent très lourde, l'imperfection apparaissait ici particulièrement évidente et ne pouvait manquer de provoquer des murmures.

Les laboureurs étaient, en effet, les véritables « occupeurs » de la terre. Au contraire, la propriété foncière des industriels était insignifiante et les premiers, les plus pauvres, supportaient la plus grosse part du fardeau. De là « des disputes et différends entre les censiers et laboureurs d'une part, et les marchands, négociants, manufacturiers et bien aisés d'autre part, sur l'assiette des tailles » (1)

Une transaction intervint en 1674. Sur l'ensemble des tailles royales et communales, il fut décidé que les demandes du roi et les frais paroissiaux seraient ainsi répartis : les trois premiers quarts porteraient

(1) Archives communales, G. G., 9, N° 68 ; H. H., 59.

sur le bonnier ; l'autre quart se partagerait en deux portions, l'une, les deux premiers tiers, partagée entre les feux de la paroisse, l'autre constituant une taxe qui pèserait seulement sur les fabricants, négociants, marchands en gros et en débit et sur les gens aisés, bourgeois ou laboureurs. Les artisans « travaillant à maîtres », comme aussi « les laboureurs et censiers qui ne faisaient aucun trafic », en étaient exempts. Il arriva pourtant encore par la suite, en 1689, en 1712, en 1717, que les laboureurs se refusèrent à payer ces droits paroissiaux.

Ils ne manquaient d'ailleurs pas une occasion d'élever des réclamations. Ils eurent notamment de fréquents procès avec l'échevinage à propos des contributions de guerre exigées par le roi ou par les ennemis campés dans la région (1).

Qu'importaient aux laboureurs les sauvegardes coûteuses prises pour protéger le bourg alors qu'ils restaient, eux, à la merci de l'ennemi? (2)

* * *

Il faut arriver aux charges qui grevaient spécialement les industriels. Ce sont les droits de scel. Je cite

(1) Les discussions s'élevaient à propos de tout. En 1612, par exemple, un conflit s'élève à propos de l'acquittement des frais de la fonte des cloches (Archives de Roubaix, D. D., 2).

(2) Archives communales, G. G., 135, N° 7, 42, 89; G. G., 136, N° 28.

aussi et tout d'abord, pour mémoire, des recettes qui tombaient chaque année dans la caisse de l'Egarderie, comme les droits d'apprentissage, de chef d'œuvre, de maîtrise, et les amendes appliquées à l'occasion de l'exercice du métier. Mais bien que versées par les industriels, ces sommes profitaient, en fin de compte, à la corporation tout entière.

Les droits de scel affectaient exclusivement la production. Nous savons ce que c'est que le scel, qui l'apposait, et l'importance de cette sorte de marque de fabrique dont on revêtait les produits de la manufacture. Les droits de scel étaient les droits perçus au moment de l'apposition du scel.

Il ne semble pas que l'autorisation de draper accordée en vertu du premier privilège de 1469, fût subordonnée à leur perception. Mais la sentence du 6 novembre 1553, confirmant Roubaix dans la faculté de fabriquer des tripes de velours, ordonne aux manufacturiers de
« payer au prouffiet de sadicte Majesté, es mains du
» receveur de la Chastellenie de Lille, de chaque
» pièce des dictes tripes de velours, quatre deniers
» tournois. »

Pour sa part, le seigneur se réservait un droit de huit deniers parisis. Mais il en fit l'abandon au corps de métier, tout au moins jusques au moment « qu'iceluy serait à l'advenant (1) ».

(1) Archives de Roubaix, H II, 42, N° 1. « Des tripiers et bourgeteurs

Lorsqu'il commença à le toucher, à partir du XVII^e siècle, le droit était d'ailleurs devenu fort peu rémunérateur. Il était, en effet, exclusivement restreint aux tripes de velours et bourgeteries dont la fabrication était à cette époque presque abandonnée. La perception des droits dus au seigneur était faite par l'agent spécial, nommé par le bailli, qui scellait les pièces auxquelles ils étaient attachés.

Le roi, en tant que seigneur souverain, considérait les revenus du métier pratiqué sur sa terre et en vertu de son autorisation comme des fruits de cette terre. Aussi le droit de scel perçu à son profit revêt-il le caractère d'un droit domanial. Les égardeurs étaient chargés de cette perception. Ils avaient à en « tenir registre et rendre bon compte au receveur de la châ-tellenie de Lille (1) ». Le magistrat contrôlait sans doute de près les comptes des égardeurs, car on voit des égardeurs condamnés pour n'avoir pas payé les droits de scel afférents à leurs propres ouvrages (2).

En 1697, quand le magistrat prétendit réglementer la fabrication, il imposa sur chaque pièce un droit d'un patar. Les gros manufacturiers protestèrent : « Il

a été reçu le droit que le seigneur de Roubaix avait, que mon dit seigneur aurait donné au corps du dist métier jusques qu'icelluy serait à l'avant et à son rappel..... »

(1) V. Archives de Roubaix, H. H., 12 Voir pièces justificatives.

(2) Archives de Roubaix, H. H., 50 Résolution du magistrat exigeant des égardeurs des droits de scel non payés pour pièce de leur fabrication, et réduisant pour chacun, à un patacon, les dépenses excessives de la fête.

n'appartient qu'au roi d'imposer des droits et de charger les peuples. » Un procès fut entamé, qui dura deux ans. Ce fut le magistrat qui l'emporta. Le 11 avril 1699, le Conseil d'Etat confirmait son règlement et le maintenait dans toute sa teneur. Le magistrat n'avait du reste point prétendu qu'il pût créer des impositions nouvelles. Il considérait le droit d'un patar comme une sorte de salaire. On ne touchait ce droit que sur les étoffes réglementées dans l'acte de 1697.

Quant au droit domanial, il subsistait sur les étoffes dont la fabrication était régie par les placards antérieurs de 1554, de 1609. Mais il était distinct suivant qu'il s'appliquait aux tripes de velours et bourgeteries (8 deniers), aux futaines non mêlées de soie (9 deniers), aux tripes de villages, aux bourats et futaines mêlées de soie (18 deniers).

Le 15 mars 1703, les échevins l'acquirent du roi et la taxe d'un patar s'étendit dès lors uniformément à toutes les étoffes.

Mais on dut, pour payer le rachat du droit domanial de scel, contracter des emprunts. Ils furent remboursés vers 1712. Le 2 Novembre de cette année, sur requête des gros manufacturiers du bourg, le bailli et les échevins purent réduire le droit uniforme d'un patar qui s'appliquait maintenant à toute la fabrication⁽¹⁾. Mais ce ne fut pas pour longtemps. Les droits

(1) Archives de Roubaix, H. H., 17.

devaient bientôt être successivement élevés. En 1726 leur taux fait un bond énorme : ils sont doublés, puis, l'année suivante, triplés.

L'uniformité de l'imposition ne subsiste d'ailleurs pas. On la voit bientôt varier de nouveau avec la multiplicité des genres fabriqués. En 1765, les droits sont de 3 patars sur chaque pièce de calmande large, sur les bonrats, les damas ; de 2 patars sur les bazins de 40 aunes et de 1 patar sur ceux de 20 aunes ; de 2 patars sur les molletons, etc. (1).

Dès 1786, un sol dut être acquitté par chaque pièce fabriquée, pour droit de plomb national (2).

Il y avait aussi un droit de plombage des « pièces scellées et empaquetées chez les marchands pour être expédiées à l'étranger (3) ».

En dehors de ces droits ordinaires, des taxes exceptionnelles surgissent à certaines périodes : nous en trouvons une importante en 1669, après l'annexion de la Flandre à la France. Elle est destinée à faire face à un gros procès avec Lille. Elle est assise à raison de 6 patars sur chaque outil. Deux autres suivirent (4) à l'occasion du même procès.

En 1745 et en 1758, le roi établit à Roubaix des

(1) Archives de Roubaix, H. H., 41, f^o 163, verso.

(2) Archives de Roubaix, H. H., 80.

(3) Archives de Roubaix, H. H., 49.

(4) Archives de Roubaix, H. H., 47.

offices d'inspecteurs et contrôleurs des jurés. C'était surtout dans un but de fiscalité et pour en provoquer le rachat. Roubaix les racheta. Les manufacturiers durent payer une première fois une cotisation personnelle et les droits de scel furent augmentés. La taxe à acquitter était de 1.088 livres.

Les frais de régie et de perception, ceux nécessités par les mesures prises et les démarches effectuées dans l'intérêt de la fabrique, les procès continués avec Lille, absorbaient et au delà toutes les recettes. La fabrique dut y ajouter de nombreux emprunts dont les revenus et l'amortissement alourdissaient encore son budget. Aussi était-il fort rare que les comptes des égards fussent clos autrement que par un déficit. En 1790, la dette des rentes viagères et héritiers était de 82.020 livres portant en intérêts 6.006 livres (1).

Malgré les entraves qu'apportaient au développement de l'industrie, le régime des privilèges que nous avons décrit, et la rivalité des bonnes villes voisines, malgré le formalisme corporatif, une réglementation excessive dans son détail, enfin, les impositions de toutes sortes qui pesaient sur lui. Roubaix n'en atteignit pas moins à une étonnante prospérité.

(1) LEURIDAN. *Histoire du corps de métier et de ses luttes*, p. 127.

CHAPITRE VI

La prospérité de la manufacture de Roubaix. — Conclusion.

Au cours des trois siècles qui font l'objet de notre étude, la prospérité de Roubaix ne cessa point de s'accroître.

Il est aisé d'en suivre la marche ascendante de sa fortune dans les charges financières sans cesse plus lourdes auxquelles elle fit face ; dans le développement de sa population ; dans l'extension de ses débouchés ; enfin, dans les témoignages peu équivoques que nous ont laissé les contemporains de sa fortune.

Les sommes versées pour l'acquit des impôts que nous venons d'énumérer furent de plus en plus importantes.

Il n'est pas utile de passer en revue les impositions générales auxquelles subvenaient tous les manans. Il serait trop difficile d'évaluer la proportion dans laquelle y contribuaient les industriels. Notons seulement qu'en 1497 Roubaix a payé, pour « tout aide, 239 livres de

40 gros (1) ». En 1778, les « déclarations générales des taxes perçues à Roubaix » au nom du roi, des Etats de la province et de la commune, accuseront 20.453 florins, sans compter 44.375 francs d'emprunts dont on paie les intérêts à 3 1/2 et 4 % (2).

Le total des sommes affectées à l'acquit des droits de scel est bien plus significatif.

En 1557, les égarde chargés de la perception des droits de scel déclarent qu'ils ont reçu 324 livres. Aux dépenses, 320 livres.

Les débuts de la corporation ont créé un mouvement d'argent important. Mais pendant la première moitié du siècle suivant, le budget restera assez modeste :

	Recettes :	Dépenses :
1617.	82 livres.	167 livres.
1635.	37 livres.	115 livres.
1659.	138 livres.	208 livres.

Puis, le budget se hausse.

En 1669, gros procès avec Lille : Trois taxes sur les métiers subviennent aux frais du procès qui s'élèvent à 1.741 livres.

En 1679, aux recettes : 324 livres ; aux dépenses : 226 livres.

(1) Archives de Roubaix, B. B., 16.

(2) Archives de Roubaix, G. G., 137.

Au XVIII^e siècle, la progression se poursuit :

En 1719, aux recettes : 1.188 livres ; aux dépenses : 975 livres ; par exception il y a un excédent de 113 livres. En 1729, aux recettes : 5.364 livres ; aux dépenses, 5.855 livres.

Les droits de scel, doublés en 1721, ont été triplés en 1726 et ont conservé ce taux élevé. La raison principale est toujours la même. Il s'agit de subvenir aux frais des différends avec Lille. D'ailleurs, la même année 1729, le droit de scel de Mouvaux a été acheté pour 454 livres et on a dépensé, en outre, 2.800 livres en vue d'acquérir une maison pour l'égarderie (1).

Le budget de 1729 roulait sur 5 à 6.000 livres.

En 1749, aux recettes : 6.567 livres ; aux dépenses : 9.637 livres.

En 1763, aux recettes : 7.908 livres ; aux dépenses : 11.537 livres. Un essai infructueux de fabrication des velours de coton coûte 1 381 livres.

En 1767, aux recettes : 15.522 livres.

En 1772, aux recettes : 20.034 livres, dont 10.000 livres d'emprunt.

En 1775, aux recettes : 17.000 livres.

Du 6 août 1789, au 5 août 1790, les recettes tombent subitement. Elles se chiffrent par 7.606 livres. Les

(1) Ce n'est, au reste, qu'un local provisoire. De 1750 à 1755, un nouveau bâtiment sera élevé et l'on paiera, par versements successifs, pour sa construction, 4.999 livres, puis 2.105. (V. Archives de Roubaix, H. H , 61, 63).

charges de la même année montent à 11.064 livres. Le déficit est de 3.457 livres « qui provient », dit le compte des Egards, « du traité de Commerce avec l'Angleterre ».

La fabrication avait, en effet, momentanément baissé à la suite du traité de Commerce du 26 septembre 1786 avec l'Angleterre. Mais, depuis le début de la manufacture jusqu'à ce moment, sa progression, comme viennent d'en témoigner les recettes, n'avait point cessé de se maintenir.

Comment établir cette progression ? Les comptes des Egards ne peuvent nous renseigner exactement sur ce point qu'à partir de 1703. C'est à cette date seulement que pour la première fois ils enregistrent au passage toute la fabrication. Jusque-là ils n'en ont scellé et connu chaque année qu'une portion, les étoffes autorisées par le placard de 1554 échappant à leur contrôle.

A partir de 1703, l'accroissement de la manufacture se maintint sans fléchissement. A cette date, 6.900 pièces sont soumises au scel. L'année suivante, on en compte 500 de plus, et, jusqu'en 1762, chaque année apporte un surcroît de 500 pièces sur la fabrication de l'année précédente.

*
* *

La population, depuis le début de la fabrique, n'a pas non plus cessé de s'accroître.

104 feux sont signalés dans le dénombrement de

1469. Trente-cinq ans après, il y en a sensiblement plus que le double. En 1497, je trouve 260 feux (1). En 1543, le dénombrement en avoue 471.

A raison de 6 personnes par feux, ce serait 2.826 habitants. On en trouve 3.363 en 1695, 4.715 en 1716 et 1.000 feux ou 6.000 habitants en 1726.

A cette date de 1726, dans une liasse reposant aux archives, se trouve un « modèle ou questionnaire pour la paroisse de Roubaix ». J'y ai trouvé les mentions suivantes : « Manufacture considérable d'étoffes qui » occupe au moins les deux tiers des habitants et dont » les produits sont vendus en France et envoyés en » Espagne et aux Indes. »

« Les habitants sont naturellement laborieux et » industriels pour imiter toutes sortes de manufac- » tures de l'étranger ».

Roubaix commence à faire bonne figure dans la région. En 1764 (2) le dénombrement de Roubaix porte le nombre de ses habitants à 7.489

Notons bien qu'il s'agit ici non pas du *district* manufacturier de Roubaix, mais de la paroisse elle-même.

* * *

Les débouchés, pendant ces trois siècles, sont

(1) Les dénombrements et les suivants sont tirés de la série B. B. des Archives de Roubaix, N° 16, composées d'une liasse de 25 pièces, papier ; 4 sont imprimées.

(2) Archives de Roubaix, B. B., 17.

ouverts de toutes parts à la production de Roubaix. Je ne parle pas des expéditions directes qu'il faisait à Douai, Cambrai, Valenciennes. Rien d'étonnant non plus à ce que ses tissus s'écoulaient dans les Pays-Bas, (1) en Hollande (2); mais c'est l'Espagne encore qui s'ouvre à elle, et, au loin, ses colonies des Indes et d'Amérique (3).

Le commerce avec cette clientèle lointaine se faisait par Lille. Il semble bien que les commissionnaires de Lille n'étaient au début que de simples consignataires qui avaient pour mission de vendre et tout au plus ensuite de faire diligence pour assurer le paiement de la marchandise livrée. Leur irresponsabilité rendait leur concours dangereux.

Aussi des requêtes furent-elles présentées par les manufacturiers au magistrat et des mesures furent-elles prises pour qu'ils fussent astreints à certaines obligations, soit vis-à-vis de leurs acheteurs (4), soit aussi vis-à-vis des industriels pour le compte de qui ils se seraient entremis (5).

(1) En 1720, requête tendant à obtenir du Conseil privé de Bruxelles, la levée de l'interdiction faite pour les Pays-Bas autrichiens, de recevoir des marchandises de la France, même de la Flandre française.

(2) Archives de Roubaix, H. H., 48.

(3) Archives de Roubaix, B. B , 16. Modèle ou questionnaire pour la paroisse de Roubaix (1726).

(4) Archives communales, H. H , 7 *ter*, N° 4. Ainsi ne pouvaient-ils vendre aux étrangers, qu'au comptant ou par lettre de change.

(5) Règlement de la manufacture, f° 119.

Cette intervention des marchands lillois peut faire naître une objection. Est-ce vraiment grâce à la qualité de sa fabrication que Roubaix a joui d'une clientèle aussi nombreuse et aussi étendue? Ou, au contraire, n'est-ce pas parce que le commerce de ses étoffes, confondu par les circonstances avec le commerce des étoffes de Lille, bénéficiait de leur réputation? Ce serait une erreur de le croire.

Il est vraisemblable d'abord que les marchands lillois ne manquaient pas d'établir vis-à-vis de leur clientèle, entre leurs marchandises et celles du plat pays, des distinctions à leur avantage. Mais surtout, les témoignages ne manquent pas qui mettent en relief les qualités spéciales des tissus de Roubaix et qui nous font connaître la vogue dont ils jouissent.

Le 27 Juin 1675, le magistrat de Lille écrit «qu'il ne se fait pas dans cette ville tant de négoce pendant un mois qu'auparavant en huit jours » (1), tandis qu'en 1683 l'Intendant Le Pelletier constate que la manufacture de Roubaix (2) est prospère et qu'on y fait des étoffes plus belles qu'à Lille; il recommande à son successeur de tenir la balance égale entre ces intérêts rivaux. Encore, à cette époque, en 1684, signale-t-on

(1) FLAMMERMONT, *Histoire de l'industrie à Lille*, p. 88.

(2) Il cite aussi celles de Tourcoing et de Wattlelos. LE PELLETIER DE SOUZY : « Instructions que je dois donner à M. Breteuil, en luy remettant l'intendance de Flandre, au mois de décembre 1683. » (*Bulletin de la Commission historique du département du Nord*, p. 434 et suiv., t. X),

à Lille 1161 métiers en activité; en 1694 leur nombre sera réduit à 562. Il ne sera plus que de 396 en 1697! (1) Et voici, en 1698, ce que dit, de Roubaix, l'Intendant Dugué de Bagnols (2) : « Les bourgs de Roubaix et de Tourcoing sont les plus considérables pour les différentes étoffes de laines. La commodité que les habitants y ont de joindre quelque labour avec le travail de leurs maisons leur donne le moyen de subsister plus aisément que dans les villes fermées, et cela y contribue non seulement à faire fleurir ces manufactures, mais aurait par la suite ruiné celle des villes, si on n'y avait apporté du remède en réservant aux villes la fabrique de plusieurs étoffes qu'il n'est pas permis de faire à la campagne ».

Il faut être prudent dans le choix des propos exprimés par les roubaisiens sur leur propre compte et sur les déductions à en tirer. Mais on peut en citer quelques-uns. En 1697, ils disent de leur fabrique que le mérite en est reconnu dans les lieux les plus reculés de la terre (3). En 1762, ils réclament à leur profit le bénéfice de l'arrêt de cette date qui avait proclamé dans toute la France la liberté de la fabrication. Ils disent : « Les fabricants de Roubaix, inventeurs et

(1) FLAMMERMONT. *Histoire de l'industrie à Lille*, p. 90.

(2) Mémoire de DUGUÉ DE BAGNOLS, en 1698, ex-intendant de la Flandre wallonne. *Bulletin de la Commission historique du département du Nord*, p. 434 et suiv.

(3) Archives communales, H. H., 48, N° 40, 1697.

artistes au point que nul ne saurait les égaler, trouveront enfin l'occasion propre à faire valoir leur industrie et leurs talents. Les privilèges pour les Calemandes dont jouissait Roubaix, étaient aussi accordés à Lille, Lannoy et Tourcoing, mais on préférerait celles de Roubaix parce qu'elles étaient mieux travaillées et beaucoup plus belles (1) ».

Et un contemporain, cité par M. Flammermont (2), et qui n'est pas suspect, à en juger par la conclusion de l'extrait reproduit, authentifie ainsi l'affirmation des intéressés : « On ne peut exprimer à quel point » l'industrie, l'intelligence et le goût du travail sont » portés dans plusieurs bourgs de la châtellenie et » surtout dans celui de Roubaix. L'arrêt qui publie » la liberté de commerce n'a été publié en Flandre » que le 3 septembre 1764 et, depuis ce court espace » de temps, les fabricants y ont établi plusieurs nou- » veaux métiers. Ils ont fait venir d'Angleterre des » échantillons de toutes sortes d'étoffes dont ils » ignorent même le nom ; ils les imitent déjà assez » bien et ils espèrent accroître et étendre extrême- » ment leur commerce. Rien de tout cela ne se fait » à Lille ». Et l'auteur d'ajouter : « Mais il faut » hésiter longtemps avant de mettre à exécution un » arrêt dont le premier effet serait d'appauvrir et

(1) FLAMMERMONT, p. 101.

(2) P. 101, *Histoire de l'industrie à Lille*,

» de dépeupler une des plus grandes villes de la France ».

Enfin, les procès que Lille n'a cessé d'intenter à Roubaix, en disant la crainte qu'il lui inspirait, sont le témoignage historique le plus concluant que Roubaix puisse invoquer pour établir son ancienne réputation.

*
* * *

L'avenir devait donner raison aux craintes de Lille.

L'industrie de la laine, était ruinée chez elle à la fin de l'ancien régime. Elle fleurit depuis ce temps à Roubaix. Après avoir pendant plusieurs siècles lutté contre la cité, le bourg s'est substitué à elle.

Si la ville a été vaincue par le village, c'est que, pendant trop de siècles, au lieu de se renouveler, elle s'est bornée à défendre ses monopoles ; à s'enfermer et à s'endormir dans leur sécurité.

Roubaix, au contraire, ne cessait de développer sa fabrication, d'en multiplier la diversité. Il avait élargi d'abord les limites des concessions qui lui furent attribuées. Bientôt il sortit de ces concessions, progressivement et hardiment, au mépris, déguisé d'abord puis ouvertement affiché, du système des privilèges. Ainsi se développèrent peu à peu ses qualités d'initiative et d'ingéniosité. L'attitude de Lille en fut le stimulant continu.

Assujéti par force aux formalités corporatives, nous

avons vu comment Roubaix sut en atténuer les inconvénients.

En même temps, il comprit le parti qu'il pouvait tirer des règlements de fabrication, gênants dans leur application mais qui pouvaient être si utiles et peut-être indispensables, en raison du régime industriel, au regard de la consommation :

« Se tromperait qui croirait que nous demandons la liberté de fabriquer toutes sortes d'étoffes sans être astreints à aucun règlement ; nous ne voudrions point de liberté à ce prix, persuadés que nous sommes que notre manufacture ne s'est accrue que par une exacte exécution des règlements » (1).

Les étoffes de chaque manufacturier portaient, devant la clientèle, le sceau commun de la corporation. Solidaires les uns des autres, les artisans de Roubaix voulaient faire honneur à leur marque de fabrique. Nous avons vu quelles précautions ils prenaient avant de l'apposer. Ils doivent sans doute, en effet, à leur égarderie le meilleur de leur réputation.

Ingénieux, opiniâtres, ils firent preuve aussi de bon sens et de probité. On peut bien dire que leur prospérité fut la fille de leurs propres œuvres.

(1) Archives communales, HH, 46, N° 94.

APPENDICE

PIÈCES JUSTIFICATIVES

**Quelques articles des statuts de la corporation
de Roubaix, homologués par Charles Quint,
le 12 mai 1554.**

Arch. Roubaix, série H. H., liasse 11, N° 7, papier.

Charles, par la Divine Clémence, empereur des Romains, de Germanie, de Castilles, de Léon, de Grenade, d'Arragon, de Navarre, de Napples, de Cecilles, de Majorgue, de Sardaigne, des Isles-Indes et terre ferme, de la mer Océane; archiduc d'Autriche; duc de Bourgogne, de Cohier, etc...

Nous avons ordonné ausd supplians de concevoir les ordonnance et règles. selon lesquelles on se aurait à conduire : ce que de leur part a esté fait et le tout à nous renvoyé en un quayer; scavoir faisons que veu et visité à notre privé Conseil led quayer et tous et chacun des points et articles y contenu avons de notre certaine science et autorité déclaré, ordonné et statué, déclarons, ordonnons et statuons par ces présentes, les points et articles que s en suivent.

.
ART. 8. — Voulons et ordonnons ... que nul, ne nulle ne pourra ouvrer en lad^e ville et seigneurie de Roubaix qu'ils n ont apporté son nom et surnom par écrit, avec tel marcq et enseigne qu'il voudra faire sur lesd^s ouvrages aux Esgards pour être mis et enregistré aux registres dud. mestier, a péril pour chacune fois qu'il ferait le contraire de pourfaire l'amende de trente patars à apliquer comme dessus.

ART. 9. — Item que nul ouvrier ou ouvrière ayant accoutre oune outil de tous points tant et sy suffisamment que sur ycelle l'on puisse ourdir une pièce en quarante cinq douzaine de saijette pour le moins, et d'abondant que celui ou celle qui

voudra faire sond^t chef d'œuvre, soit et sera tenu avant commencer. Iceluy signifier et faire scavoir aux d. Esgards et m^{res} dudit mestier et ce fait pourra ourdire sond chef d'œuvre et sera tenu faire ycelui du tout de sa propre main et sy bien et suffisamment que l'on n'y trouve aucune faute comme telle puisse porter le scel dud^t Roubaix à peine d'en recommencer une autre, ainsy continuer jusqu'à ce que tel chef d'œuvre soit bon et accepté par lesd. Esgards et à cette cause ne pourront dorénavant aucun eslever ledit mestier ne ouvrer en lad^e seigneurie que préalablement ils n'aient fait leur d^t chef d'œuvre et encore yceluy fait ne pourront ouvrer en leur ouvroir, sinon de leur propre denier, et cotal et non d'autrui, sauf toute fois que tous m^{res} et ouvriers estant francq des villes franches es quelles aud. mestier y a franchise, ordonne seront, après avoir montie leur acquit, reçus pour francs, le maitre pour maitre et l'ouvrier pour ouvrier, et ce fait, pourront ouvrer et faire ouvrer aud. Roubaix, en payant les droits d'yceluy mestier, assçavoir, les maitres pour leurs enseignes trois florins (arolus et deux gros au clerq pour les enregistrer, et les ouvriers pour leurs enseignes trente patars avec deux sols pour led. registre, desqu'elles advenus les Esgards auront un tiers et le surplus se convertira au profit dud. mestier

ART. 10. — Item pour meilleur ordre et entretenement dud. mestier et des ordonnances dessusd. seront ordonnées cinq personnes qui seront maistres desd. mestiers, lesquels pour la première fois seront choisis par ledit seigneur de Roubaix et ceux de la justice dud. lieu lesquels feront serment solennel de bien et léallement entretenir status et ordonnances, selon leur forme et teneur non ayant regard à leur bien particulier, mais feront droit et justice sans déport ou dissimulation comme en tel cas il est accoutumé faire, lesquels premiers maistres serviront jusques à la feste de la transfiguration Notre Seigneur prochain ensuivant la d^e institution.

ART. 11. — Auquel jour de la transfiguration l'on fera la

feste dud. mestier qui lors les d^s cinq maistres, à l'honneur de Dieu notre Créateur et Rédempteur et de toute la Court céleste feront, aux despens dudit mestier, chanter une messe solemnel en l'église paroissial dud. Roubaix où se trouveront les maistres et supposts d'iceux comme l'on est accoutumé faire es autres villes voisines.

ART. 12. — Que and. jour se esliront deux nouveaux maitres pour régir led. mestier avec les trois vieiles M^{res} qui demeureront lesquels nouveaux maitres seront tenus faire le serment d'entretenir les ordonnances et droit du mestier Comme dessus est dit et aussy se changeront tous les ans deux des d. maitres.

ART. 13. — Item que tous enfants de maistres tant fils que filles seront pour francs et auront pouvoir de ouvrier et faire ouvrier eux parmy payant demy salaire portant trente patars et non plus pour leur enseigne, en quoy faisant seront exempts et libres de chefs d'œuvre.

ART. 14. — Item toutes les filles des M^{res} dud. mestier pourront affranchir leur marys en payant le demy droit dessus déclaré.

ART. 15. — Item que chacun M^{re} ou Maitresses dud^t mestier pourra avoir un apprentif auquel ils seront tenu de monstrier et enseigner led. mestier bien et suffisamment par l'espace de deux ans continuels et à l'entré dud. apprentif signifier le nom aux maistres dud. mestier et le faire enregistrer aud. registre à laquelle entrée tel apprentif payera aussy trente patars et deux sols pour ledit registre.

ART. 16. — Item que lesd apprentif après qu'il seront mis ausd. registre seront tenu de par ledit espace de deux ans ouvrier chacun jour Comme il appartient, de sorte que s'il avenait que tel apprentif delaisât son ouvrage et allât jouer sans le congé de son maistre l'espace de six semaines, audit cas led. maistre se pourra plaindre de son aprentif et le faire tracer dud. registre, auquel il luy sera permis d'en prendre un autre.

ART. 17. — Item Sy led. apprentif durant son apprentissage allait jouer aucuns jours par semaines ou mois, aud. cas après ses deux ans accomplis il sera tenu restaurer lesd^{es} fautes èt journées et d'icelles faire le content dud. maître.

ART. 18. — Item et au cas que led. maître par fortune ou autrement ne fut puissant pour entretenir son dit. apprentif pourra transporter son apprentif en la main d'un autre maître du consentement dudit apprentif ou de ses parents pour y celui. parfaire son. apprentissage en payant pour led. transport xij gros et ij gros pour le registre.

.

ART. 24. — Ordonnons en outre que sy cy après il advenoit qu'aucune desd. pièces d'œuvre marquées du scel de lad. ville de Roubaix fussent ou estoient trouvées sur les feste ou es mains d'aucuns marchands, acheteurs d'icelles, qui ne fussent de bonté dessusd. ni suffisante à porter scel aud. cas les esgards qui les auroient scellés seront tenus de reprendre lesd. pièce d'œuvre et rendre aud. marchand son argent et que pour la faute lesd. esgards seront punis arbitrairement.

ART. 25. — Item que lesd. ouvriers seront tenus avant mettre leurs pièces jus de leurs outils de les faire marquer et asseoir plomb dessus par le serviteur dud. mestier à ce commis qui sera tenu à faire quand requis en sera à peine d'encourir l'amende de trente patars à appliquer comme dessus pour chacune fois que lesd. ouvriers ou l'un d'eux serait en défaut de ce faire.

Tous les quels points et articles et chacun d'eux voulons et ordonnons pour à l'avenir être gardez, etc.

.



En 1669 Lille essaie d'obtenir de Louis XIV la prohibition de la fabrication dans les villages de la châtellenie.

**Texte de la protestation de Jean Prus,
Curé de Roubaix.**

Archives communales de Roubaix. Série HH, Liasse 13, N° 22. un cahier papier.

Si Supra memoratum Interdictum publicetur, pars notabilior, jmmo, suprâ duo millia parochianorum nostrorum transibunt ad partes Hollandicas, Anglicas, aut Palatinatus, quod mihi constat ex Inclinatione Pessima quam habent nostri migrandi ad partes Hollandicas et per triginta duorum Annorum Experientia didicytum ex Inspectione litterarum Amstelodamo et Colonia scriptorum quibus nostri et vicini jmitantur ad defertionem, que, non fiet sine certissimo periculo Apostasiœ a fide. Ita afferit hac decima die Decembris Anni 1669, sic signatum Joannes Prus X^{lis} decanus et pastor Robaci, juncto sigillo, ..., etc.

**Procès-verbal d'une saisie faite par les égards
sur des pièces fabriquées et envoyées à Lille
en contravention des règlements.**

Archives de Roubaix. Série H H, Liasse 23, N° 24, une feuille papier. —
Pièce originale qui porte les signatures.

L'an mil sept cens trente-trois, le dix Juillet, sur l'avis qu'il avoit esté donné au Bureau d'Egarderie de la manufacture de Roubaix que contre les arrêts et déclarations du Roy, notifié où il a esté besoin, des particuliers à l'inseu des commis-jurés établis audit Roubaix pour aller visiter et plomber les étoffes sur les mestiers, (*y contrevenaient*)

Nous Philis Wacrenier et philes Joseph Lepers égards jurés en chef se sommes rendus cejourd'hui huit heures matin au carfour par ou passent les voitures de Roubaix pour Lille, dans l'endroit appelez grand chemin proche le Bourg dudit Roubaix, ou estant avons interpellé Jean de Le Croix, voiturier dud^t Roubaix pour Lille, de nous dire ce qu'il y avoit de caché dans un saeq sur son chariot allant vers Lille, Lequel nous a répondu que c'estoit des joliettes étoffes appartenant aud^t de frennes manufacturier au Bourg dudit Roubaix et que c'estoit le troisième jour qu'il menoit sur sa voiture de pareilles Étoffes à Lille, mais que c'estoit malgré Luy qu'il voituroit de pareille manufacture, ce qu'entendu par nous, avons fait ouverture du sac et trouvé Cinq pièces de Camelots Blancs avec des fleurs ou bouquets parsemés et figurés de fil de lain Blanc, et ces mêmes Étoffes n'estoient pas plombées (aparament parce que ledit de frenne scait par luy même que la fabrique de ces sortes d'étoffes est défendue aux manufacturiers de Roubaix) pourquoi nous nous en sommes saisis et les mises en dépôts au Bureau d'Egarderie pour, sur la contravention commise par Ledit de frennes,

Estre porté jugement par le magistrat de Roubaix, en conformité des ordonnances du Roy et comme il appartiendra en Justice, dont Nous avons dressé Le présent verbal Lequel comme sincère et véritable nous avons signé à Roubaix Ledit jour dix Juillet mil cens trente-trois.

PHILIPPE WACRENIER.

PHILES-JOSEPH LEPERS.

**Formule d'assignation délivrée par le sergent
de Roubaix à la suite d'un procès-verbal de
contravention.**

H H. Liasse 23, N° 24, même feuille papier que la pièce précédente. —
Pièce originale qui porte la signature de l'huissier Tristrant.

Je sousigné sergent du marquisat de Roubaix fait relation
d'avoir signifié et délivré copie du présent verbal aud. Liévin de
fresne marchand manufacturier à Roubaix En son domicile
parlant à sa personne afin qu'il n'en ignore et Luy ay donné
assignation a comparoitre pardevant messieurs Les Bailly et
Gens de Loy dud. Roubaix aux plais qui se tiendront pardevant
Eux le mardy vingt-un du courant mois heure des plais à
l'hotel de ville dud. Lieu pour se voir condamner aux amende
et confiscation ou y répondre, dont acte fait a Roubaix le Onze
Juillet 1733. Tesmoing.

A. f. TRISTRANT.

**Procès-verbal de comparution devant
le Magistrat de Roubaix.**

Archives de Roubaix : série HH, liasse 23, N° 24, même feuille papier que les deux feuilles précédentes. Cette dernière pièce est une copie.

Le vingt-un Juillet mil sept cens trentre-trois, pardevant les Lieutenant et Eschevins du Bourg et marquisat de Roubaix, Asamblés pour les plais du jour est comparu Ledit Liévin de frenne signifié du verbal cydessus, lequel a déclaré que des cinq pièces déclarées aud. verbal de saisie faite il n'y en a que quatre réputées camelots et que la Cinquième Est une rase de genne Brochetée de fil de Lin et que les quatre pièces camelots avoient esté fabriquées avant l'arrest du sept octobre dernier et par les Égards Jurés présents a esté replicqué que les Étoffes saisies ont esté fabriquées en fraude et en risque de faire de mauvais offices à la manufacture de Roubaix, pourquoy ils ont conclus à ce que le d. de frenne fût condamné aux amendes et confiscation portées par les arrests au moins pour les quatre pièces camelots et à l'égard de la pièce dit Etre rase de gennes. Elle sera représentée et examinée par experts pour découvrir sy ladite pièce est telle que led. de frenne le soustient et en estre jugé comme il apartiendra en Justice et en avis.

Procès-verbal de visite à Mouvaux.

Archives communales, série HH. Liasse 18, N° 25. Papier.

L'an mil sept cens vingt, ce vingt trois avril, nous, Jacques Dujardin, Gaspard Lecomte et Jean Josse de Le Rue, égards Jurés de la manufacture de Roubaix, accompagnés de deux Sergeans Gardes dudit Roubaix en exécution de l'ordonnance de police sur Requête par nous présentée à Monseigneur l'Intendant, en datte du vingt deux du courant mois, nous estant rendus au village de Mouvaux pour y visiter et egarder les Etoffes qui s'y fabriquent appartenant à aucuns manufacturiers de Roubaix, aurions fait appeler chez le nommé Jean Florin, marchand audit. Mouvaux, ce S^r lieutenant Bailly dudit Mouvaux auq
avons fait lecture et mont.
ordonnance de Monseigneur (1)
et luy demandé sy il prétendait s'opposer à la visite que nous estions autorisés de faire en nous procurant pour l'effet d'icelle un Sergeant dudit Mouvaux, afin que nous ne fussions pas empêchés ni insultez par ce petit peuple, lequel Lieutenant a dit qu'il requérait copie de Ladite Ordonnance que nous Luy avons delivré, pour s'en servir comme il trouverait bon, et qu'il ne voulait pas nous fournir un Sergeant dudit village pour faire la visite requise, qu'au préalable il en eut parlé à son Bailly, ce qu'aïant pris pour un refus et empêchement de la visite à faire, se sommes retirés pour ne pas risquer d'avanie, et pourquoy nous aurions sur le champ envoyé quelqu'un en donner avis à Monsieur le Conseiller subdélégué de mondit Seigneur, lequel nous a rapporté que nous aurions deus prier

(1) Les pointillés indiquent les endroits rongés.

Mr de Contré pour venir mettre à exécution ladite Ordonnance, lequel sieur de Contré aiant dit que nous estions suffisamment autorisés pour faire la visite, avons pour ce sujet commencé ladite visite par la maison du nommé Charles Florin où nous avons trouvé toutes les portes fermées et les gens absens a dessin d'empêcher la visite; nous avons cependant découvert par une ouverture que le mestier qu'il y avait estait emporté et conséquament nous estant rendus chez le nommé Pierre Du Quesne avons ouvert une fenestre du Laboratoire pour visiter l'estoffe des mestiers, lequel Du Quesne voulut nous empêcher la visite pour avoir araché le travail du métier et voulant maltraitter l'un de nos Sergeans, entra dans une place, aparament pour aller quérir quelque arme, après quoy un voisin appelé Jean Des reumieux est accouru, criant au secours de ses voisins pour nous maltraitter en disant tue, tue; passant cependant plus avant et estant lors accompagnés du S^r André Florin marchand de Roubaix, natif dudit Mouvaux, et d'un nommé Jean Des champs, habitant de Mouvaux, le nommé Charles Florin atroupé avec plusieurs nous dit que nous devrions encore venir demain, que lors nous serions accommodés, voulant dire que nous serions maltraittés, et d'autres nous mettant au havot crièrent sur nous au Loup et voiant une sy grande émotion populaire, avons désisté de poursuivre ladite visite et sommes retournés audit Roubaix. Lors nous avons dressé ce présent procès-verbal, lequel connu sincère et véritable avons signé. Roubaix ce jour, mois et an... Cy devant DESCHAVÉS, Jacques DU JARDIN, Gaspar LE CONTE, Jean JOSSE DE LE RUE.

Le reste illisible.

**Reçu délivré par le receveur du Domaine royal
pour acquit des droits perçus en son nom par
les égards de Roubaix.**

Archives communales de Roubaix. Série H H. Liasse 50, N° 12, —
une feuille papier.

Je soussigné commis à M. Lecomte, Recev. des Domaines du
Roy à Lille, déclare avoir receu de Joos d'halwin à la decharge
du corps de stil à Roubaix sur ce qu'ils doivent au Roy, pour
une reconnaissance, la somme de six florins onze sols six deniers
pour la présente année.

Faict à Lille, ce 5^e aoust 1687.

Pour 6 fl. 11 s. 6 d.

(Signature).

Vu :

Le professeur, président de la thèse,
EDMOND VILLEY.

Vu :

Le Doyen de de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Cuen,
E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE. — OUVRAGES IMPRIMÉS ET DOCUMENTS D'ARCHIVES	I
PRÉLIMINAIRE. — Ls Bourg de Roubaix	7
CHAPITRE PREMIER. — L'organisation générale du travail en Flandre	13
CHAPITRE II. — Les privilèges de fabrication à Roubaix. — Démêlé des bonnes villes et du Plat Pays.	29
CHAPITRE III. — Limitations dans l'attribution des privilèges. — Les formalités corporatives à Roubaix. — Rapports des maîtres et des ouvriers	43
CHAPITRE IV. — Limitations dans l'exercice des privilèges. — Les règlements de fabrication à Roubaix. — Les égards et le scel.	67
CHAPITRE V. — Les charges financières de la ville de Roubaix.	99
CHAPITRE VI. — La prospérité de la manufacture de Roubaix. — Conclusion	109
APPENDICE. — PIÈCES JUSTIFICATIVES.	121

